

Pendant ce délai de six mois qui suspend les délais d'opposition, d'appel ou de cassation, le Service public fédéral Économie, P.M.E., Classes moyennes et Énergie, le cas échéant après consultation de la commission, peut soumettre à l'appréciation du juge par voie de conclusions, un prélèvement subsidiaire à charge du même débiteur et en raison de tout ou partie des mêmes éléments de prélèvement que le prélèvement primitif.

Si le Service public fédéral Économie, P.M.E., Classes moyennes et Énergie soumet au juge un prélèvement subsidiaire dans le délai de six mois précité, par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les délais d'opposition, d'appel et de cassation commencent à courir à partir de la signification de la décision judiciaire relative au prélèvement subsidiaire.

Le prélèvement subsidiaire n'est recouvrable ou remboursable qu'en exécution de la décision du juge."

Art. 9. L'article 8 de la présente loi s'applique aux prélèvements visés à l'article 22^{ter}, de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité dont la nullité totale ou partielle est prononcée à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtu du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 19 décembre 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de l'Énergie,
T. VAN DER STRAETEN

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

P. VAN TIGCHELT

—
Note

(1) Chambre des représentants:

(www.lachambre.be)

Documents : 55-3651 (2022/2023)

Compte rendu intégral : 14 décembre 2023.

Gedurende die termijn van zes maanden die de termijnen om verzet of hoger beroep aan te tekenen of om een voorziening in cassatie in te dienen schorst, kan de Federale Overheidsdienst Economie, K.M.O., Middenstand en Energie, desgevallend na raadpleging van de commissie, door middel van conclusies een subsidiaire heffing aan het oordeel van de rechter onderwerpen op naam van dezelfde schuldenaar en op grond van alle of een deel van dezelfde heffingselementen als de initiële heffing.

Als de Federale Overheidsdienst Economie, K.M.O., Middenstand en Energie een subsidiaire heffing binnen de voornoemde termijn van zes maanden aan de rechter voorlegt, beginnen, in afwijking van het eerste lid, de termijnen om verzet of hoger beroep aan te tekenen of om een voorziening in cassatie in te dienen te lopen vanaf de betekening van de rechterlijke beslissing betreffende de subsidiaire heffing.

De subsidiaire heffing is slechts invorderbaar of terugbetaalbaar ter uitvoering van de rechterlijke beslissing."

Art. 9. Artikel 8 van deze wet is van toepassing op de in artikel 22^{ter}, van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt, bedoelde heffingen die vanaf de inwerkingtreding van deze wet geheel of ten dele nietig worden verklaard.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 19 december 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Energie,
T. VAN DER STRAETEN

Met 's Lands zegel gezegeld:

De Minister van Justitie,

P. VAN TIGCHELT

—
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers :

(www.dekamer.be)

Stukken : 55-3651 (2022/2023)

Integraal Verslag : 14 december 2023.

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C – 2023/48423]

19 DECEMBRE 2023. — Loi portant portant dispositions diverses en matière civile et judiciaire (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Disposition générale*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

CHAPITRE 2. — *Modifications de l'ancien Code civil*

Art. 2. Dans l'article 51 de l'ancien Code civil, remplacé par la loi du 18 juin 2018, il est inséré un 5°/1 rédigé comme suit:

"5°/1 le cas échéant, le nouveau nom et la déclaration de choix de nom par l'enfant majeur;".

Art. 3. L'article 63 du même Code, remplacé par la loi du 18 juin 2018 et modifié par la loi du 31 juillet 2020, est complété par un 5° rédigé comme suit:

"5° en cas d'application de l'article 335^{sexies}, le numéro de l'acte de reconnaissance qui a servi de base à l'établissement de l'acte de changement de nom."

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C – 2023/48423]

19 DECEMBER 2023. — Wet houdende diverse bepalingen in burgerlijke en gerechtelijke zaken (1)

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

HOOFDSTUK 2. — *Wijzigingen van het oud Burgerlijk Wetboek*

Art. 2. In artikel 51 van het oud Burgerlijk Wetboek, vervangen bij de wet van 18 juni 2018, wordt een bepaling onder 5°/1 ingevoegd, luidende:

"5°/1 in voorkomend geval, de nieuwe naam en de verklaring van naamskeuze door het meerderjarige kind;".

Art. 3. Artikel 63 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 18 juni 2018 en gewijzigd bij de wet van 31 juli 2020, wordt aangevuld met een bepaling onder 5°, luidende:

"5° in geval van toepassing van artikel 335^{sexies}, het aktenummer van de akte van erkenning die als basis heeft gediend voor de opmaak van de akte van naamsverandering."

Art. 4. L'article 313 du même Code, remplacé par la loi du 31 mars 1987 et modifié en dernier lieu par la loi du 21 décembre 2018, est complété par un paragraphe 4 rédigé comme suit:

“§ 4. Si la reconnaissance concerne un enfant majeur qui a déjà une descendance et donne lieu au changement de nom de celui-ci, l'acte est notifié ou signifié aux descendants au premier degré ayant atteint l'âge de douze ans selon les modalités prévues au paragraphe 3, alinéa 2.”

Art. 5. L'article 319bis du même Code, remplacé par la loi du 1^{er} juillet 2006 et modifié par les lois des 19 septembre 2017 et 18 juin 2018, est complété par un alinéa, rédigé comme suit:

“Si la reconnaissance concerne un enfant majeur qui a déjà une descendance et donne lieu au changement de nom de celui-ci, l'acte est notifié ou signifié aux descendants au premier degré ayant atteint l'âge de douze ans selon les modalités prévues à l'alinéa 2.”

Art. 6. L'article 325/6 du même Code, inséré par la loi du 5 mai 2014 et modifié par les lois des 19 septembre 2017 et 18 juin 2018, est complété par un alinéa rédigé comme suit:

“Si la reconnaissance concerne un enfant majeur qui a déjà une descendance et donne lieu au changement de nom de celui-ci, l'acte est notifié ou signifié aux descendants au premier degré ayant atteint l'âge de douze ans selon les modalités prévues à l'alinéa 2.”

Art. 7. Dans l'article 327/2, § 2, du même Code, inséré par la loi du 19 septembre 2017 et remplacé par la loi du 18 juin 2018, il est inséré un 3^o/1, rédigé comme suit:

“3^o/1 le cas échéant, la déclaration de choix de nom sur la base de l'article 335, § 3, alinéa 1^{er}, ou de l'article 335ter, § 2, alinéa 1^{er}, et le consentement de l'enfant mineur sur ce choix s'il a atteint l'âge de douze ans;”.

Art. 8. L'article 333 du même Code, remplacé par la loi du 31 mars 1987 et modifié par les lois des 18 juin 2018 et 31 juillet 2020, est complété par un paragraphe 3 rédigé comme suit:

“§ 3. Lorsque la décision donne lieu au changement de nom d'un enfant majeur qui a déjà une descendance, le greffier notifie le dispositif du jugement ou de l'arrêt par pli judiciaire aux descendants au premier degré ayant atteint l'âge de douze ans.”

Art. 9. À l'article 335 du même Code, remplacé par la loi du 8 mai 2014 et modifié en dernier lieu par la loi du 21 décembre 2018, les modifications suivantes sont apportées:

1^o le paragraphe 2 est complété par un alinéa rédigé comme suit:

“En cas d'action judiciaire donnant lieu à l'établissement ou le maintien de ce seul lien de filiation, le nom est déterminé conformément aux alinéas 1^{er} et 2.”;

2^o dans le paragraphe 3, l'alinéa 1^{er} est abrogé;

3^o dans le paragraphe 3, les alinéas 2 et 3 sont remplacés par ce qui suit:

“Si la filiation paternelle ou maternelle est établie par reconnaissance après l'établissement de la filiation à l'égard de l'autre parent, le nom de l'enfant est établi conformément aux règles visées au paragraphe 1^{er} au moment de la déclaration de reconnaissance.

En cas d'action judiciaire donnant lieu à l'établissement d'un second lien de filiation ou au remplacement d'un de ces liens, le nom de l'enfant est établi conformément aux règles visées au paragraphe 1^{er} ou à l'article 335ter, § 1^{er}.”;

4^o dans le paragraphe 3, les alinéas 4 et 5 sont abrogés;

5^o dans le paragraphe 4, les alinéas 1^{er} et 2 sont remplacés par ce qui suit:

“Dans tous les cas où la filiation d'un enfant est modifiée alors que celui-ci a atteint l'âge de douze ans, aucune modification n'est apportée à son nom sans son accord.

Lorsqu'un choix est possible conformément aux règles visées au paragraphe 1^{er} à l'égard d'un enfant majeur, le choix est exercé par ce dernier.”;

6^o dans le paragraphe 4, l'alinéa 3 est abrogé;

Art. 4. Artikel 313 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 31 maart 1987 en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 21 december 2018, wordt aangevuld met een paragraaf 4, luidende:

“§ 4. Als de erkenning betrekking heeft op een meerderjarig kind dat reeds nakomelingen heeft en aanleiding geeft tot diens naamsverandering, wordt de akte medegedeeld of betekend aan de afstammelingen in de eerste graad die de leeftijd van twaalf jaar bereikt hebben overeenkomstig de nadere regels bedoeld in paragraaf 3, tweede lid.”

Art. 5. Artikel 319bis van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 1 juli 2006 en gewijzigd bij de wetten van 19 september 2017 en van 18 juni 2018, wordt aangevuld met een lid, luidende:

“Als de erkenning betrekking heeft op een meerderjarig kind dat reeds nakomelingen heeft en aanleiding geeft tot diens naamsverandering, wordt de akte medegedeeld of betekend aan de afstammelingen in de eerste graad die de leeftijd van twaalf jaar bereikt hebben overeenkomstig de nadere regels bedoeld in het tweede lid.”

Art. 6. Artikel 325/6 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 5 mei 2014 en gewijzigd bij de wetten van 19 september 2017 en van 18 juni 2018, wordt aangevuld met een lid, luidende:

“Als de erkenning betrekking heeft op een meerderjarig kind dat reeds nakomelingen heeft en aanleiding geeft tot diens naamsverandering, wordt de akte medegedeeld of betekend aan de afstammelingen in de eerste graad die de leeftijd van twaalf jaar bereikt hebben overeenkomstig de nadere regels bedoeld in het tweede lid.”

Art. 7. In artikel 327/2, § 2, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 19 september 2017 en vervangen bij de wet van 18 juni 2018, wordt een bepaling onder 3^o/1 ingevoegd, luidende:

“3^o/1 in voorkomend geval, de verklaring van naamskeuze op basis van artikel 335, § 3, eerste lid, of van artikel 335ter, § 2, eerste lid, en de toestemming van het minderjarig kind met betrekking tot die keuze indien het de leeftijd van twaalf jaar heeft bereikt;”.

Art. 8. Artikel 333 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 31 maart 1987 en gewijzigd bij de wetten van 18 juni 2018 en 31 juli 2020, wordt aangevuld met een paragraaf 3, luidende:

“§ 3. Als de beslissing aanleiding geeft tot de naamsverandering van een meerderjarig kind dat reeds nakomelingen heeft, brengt de griffier het beschikkend gedeelte van het vonnis of van het arrest bij gerechtsbrief ter kennis van de afstammelingen in de eerste graad die de leeftijd van twaalf jaar bereikt hebben.”

Art. 9. In artikel 335 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 8 mei 2014 en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 21 december 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1^o paragraaf 2 wordt aangevuld met een lid, luidende:

“In geval van een rechtsoverdracht die aanleiding geeft tot de vaststelling of het handhaven van deze enige afstammingsband, wordt de naam bepaald overeenkomstig het eerste en het tweede lid.”;

2^o in paragraaf 3 wordt het eerste lid opgeheven;

3^o in paragraaf 3 worden het tweede en het derde lid vervangen als volgt:

“Indien de afstamming van vaderszijde of van moederszijde wordt vastgesteld door erkenning na de vaststelling van de afstamming ten aanzien van de andere ouder, wordt de naam van het kind vastgesteld overeenkomstig de regels bedoeld in paragraaf 1 op het ogenblik van de aangifte van erkenning.

In geval van een rechtsoverdracht die aanleiding geeft tot de vaststelling van een tweede afstammingsband of de vervanging van een van deze banden, wordt de naam van het kind vastgesteld overeenkomstig de regels bedoeld in paragraaf 1 of in artikel 335ter, § 1.”;

4^o in paragraaf 3 worden het vierde en het vijfde lid opgeheven;

5^o in paragraaf 4 worden het eerste en het tweede lid vervangen als volgt:

“In alle gevallen waarin de afstamming van een kind wordt gewijzigd wanneer het de leeftijd van twaalf jaar heeft bereikt, wordt er zonder zijn instemming geen verandering aan zijn naam aangebracht.

Wanneer een keuze mogelijk is overeenkomstig de regels bedoeld in paragraaf 1 ten aanzien van een meerderjarig kind, wordt de keuze uitgeoefend door deze laatste.”;

6^o in paragraaf 4 wordt het derde lid opgeheven;

7° l'article est complété par un paragraphe 5, rédigé comme suit:

“§ 5. En cas de modification de la filiation en suite d'une action judiciaire donnant lieu à un changement de nom, l'officier de l'état civil compétent modifie l'acte de naissance de l'enfant, les actes de l'état civil auxquels il se rapporte ainsi que, le cas échéant, les actes de ses descendants au premier degré.”

Art. 10. À l'article 335^{ter} du même Code, inséré par la loi du 5 mai 2014 et modifié en dernier lieu par la loi du 21 décembre 2018, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le paragraphe 2, l'alinéa 1^{er} est abrogé;

2° dans le paragraphe 2, les alinéas 2 et 3 sont remplacés par ce qui suit:

“Si la filiation à l'égard de la coparente est établie par reconnaissance après l'établissement de la filiation maternelle, le nom de l'enfant est établi conformément aux règles visées au paragraphe 1^{er} au moment de la déclaration de reconnaissance.

En cas d'action judiciaire donnant lieu à l'établissement d'un second lien de filiation ou au remplacement d'un de ces liens, le nom de l'enfant est établi conformément aux règles visées au paragraphe 1^{er} ou à l'article 335, § 1^{er}.”;

3° dans le paragraphe 2, les alinéas 4 et 5 sont abrogés;

4° dans le paragraphe 3, les alinéas 1^{er} et 2 sont remplacés par ce qui suit:

“Dans tous les cas où la filiation d'un enfant est modifiée alors que celui-ci a atteint l'âge de douze ans, aucune modification n'est apportée à son nom sans son accord.

Lorsqu'un choix est possible conformément aux règles visées au paragraphe 1^{er} à l'égard d'un enfant majeur, le choix est exercé par ce dernier.”;

5° dans le paragraphe 3, l'alinéa 3 est abrogé;

6° l'article est complété par un paragraphe 5, rédigé comme suit:

“§ 5. En cas de modification de la filiation en suite d'une action judiciaire donnant lieu à un changement de nom, l'officier de l'état civil compétent modifie l'acte de naissance de l'enfant, les actes de l'état civil auxquels il se rapporte ainsi que, le cas échéant, les actes des descendants au premier degré.”

Art. 11. Dans le livre I^{er}, titre VII, chapitre 5 du même Code, il est inséré un article 335^{quinquies}, rédigé comme suit:

“Art. 335^{quinquies}. Le juge acte dans son jugement le nom de l'enfant choisi ou fixé par la loi dans tous les cas de modification de la filiation en suite d'une action judiciaire donnant lieu à un changement de nom.”

Art. 12. Dans le même chapitre, il est inséré un article 335^{sexies} rédigé comme suit:

“Art. 335^{sexies}. § 1^{er}. Le nom du parent choisi ou fixé à l'occasion d'un changement de filiation conformément aux articles 335, §§ 2 à 4, et 335^{ter}, §§ 2 et 3, s'impose en tout ou partie à leurs descendants au premier degré nés avant ce changement, si c'est le nom de ce parent qui leur a été attribué ou constitue une partie du double nom qui leur a été donné. L'officier de l'état civil compétent en établit immédiatement un acte de changement de nom et l'associera aux actes de l'état civil qui les concernent.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, ce nom n'est attribué à l'enfant ayant atteint l'âge de douze ans qu'avec son consentement. À la demande de l'enfant, assisté le cas échéant par ses parents ou son représentant légal s'il est mineur non émancipé, l'officier de l'état civil compétent en établit un acte de changement de nom et l'associe aux actes de l'état civil qui le concernent. La demande est introduite dans l'année qui suit le jour où la décision relative à la filiation du parent ou l'acte de reconnaissance lui aura été notifié ou signifié.”

Art. 13. Dans l'article 338, § 1^{er}, alinéa 2, du même Code, remplacé par la loi du 31 mars 1987 et modifié en dernier lieu par la loi du 15 juin 2018, les mots “1253^{ter}/1, § 3, alinéa 2” sont remplacés par les mots “734/1, § 2”.

7° het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 5, luidende:

“§ 5. In geval van wijziging van de afstamming ingevolge een rechtsvordering die aanleiding geeft tot een verandering van naam, wijzigt de bevoegde ambtenaar van de burgerlijke stand de akte van geboorte van het kind en de akten van de burgerlijke stand waarop ze betrekking heeft, alsook, in voorkomend geval, de akten van zijn afstammelingen in de eerste graad.”

Art. 10. In artikel 335^{ter} van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 5 mei 2014 en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 21 december 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 2 wordt het eerste lid opgeheven;

2° in paragraaf 2 worden het tweede en het derde lid vervangen als volgt:

“Indien de afstamming ten aanzien van de meemoeder door erkenning wordt vastgesteld na de vaststelling van de afstamming van moederszijde, wordt de naam van het kind vastgesteld overeenkomstig de regels bedoeld in paragraaf 1 op het ogenblik van de aangifte van erkenning.

In geval van een rechtsvordering die aanleiding geeft tot de vaststelling van een tweede afstammingsband of de vervanging van een van deze banden, wordt de naam van het kind vastgesteld overeenkomstig de regels bedoeld in paragraaf 1 of in artikel 335, § 1.”;

3° in paragraaf 2 worden het vierde en het vijfde lid opgeheven;

4° in paragraaf 3 worden het eerste en het tweede lid vervangen als volgt:

“In alle gevallen waarin de afstamming van een kind wordt gewijzigd wanneer het de leeftijd van twaalf jaar heeft bereikt, wordt er zonder zijn instemming geen verandering aan zijn naam aangebracht.

Wanneer een keuze mogelijk is overeenkomstig de regels bedoeld in paragraaf 1 ten aanzien van een meerderjarig kind, wordt de keuze uitgevoerd door deze laatste.”;

5° in paragraaf 3 wordt het derde lid opgeheven;

6° het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 5, luidende:

“§ 5. In geval van wijziging van de afstamming ingevolge een rechtsvordering die aanleiding geeft tot een verandering van naam, wijzigt de bevoegde ambtenaar van de burgerlijke stand de akte van geboorte van het kind en de akten van de burgerlijke stand waarop ze betrekking heeft, alsook, in voorkomend geval, de akten van zijn afstammelingen in de eerste graad.”

Art. 11. In boek I, titel VII, hoofdstuk 5, van hetzelfde Wetboek wordt een artikel 335^{quinquies} ingevoegd, luidende:

“Art. 335^{quinquies}. De rechter neemt in zijn vonnis akte van de gekozen of door de wet vastgestelde naam van het kind in alle gevallen van wijziging van de afstamming ingevolge een rechtsvordering die aanleiding geeft tot een verandering van naam.”

Art. 12. In hetzelfde hoofdstuk wordt een artikel 335^{sexies} ingevoegd, luidende:

“Art. 335^{sexies}. § 1. De naam van de ouder die is gekozen of vastgelegd ter gelegenheid van een verandering van afstamming overeenkomstig de artikelen 335, §§ 2 tot 4, en 335^{ter}, §§ 2 en 3, geldt ook geheel of ten dele voor de afstammelingen in de eerste graad die zijn geboren voor deze verandering, indien het de naam van die ouder is die hun werd toegekend of die een deel van de dubbele naam die hun werd gegeven vormt. De bevoegde ambtenaar van de burgerlijke stand maakt daarvan onmiddellijk een akte van naamsverandering op en verbindt deze met de akten van de burgerlijke stand die daarop betrekking hebben.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1 wordt die naam aan het kind dat de leeftijd van twaalf jaar heeft bereikt, enkel toegekend met diens instemming. Op verzoek van het kind, in voorkomend geval bijgestaan door zijn ouders of zijn wettelijke vertegenwoordiger indien het een niet-ontvoogde minderjarige betreft, maakt de bevoegde ambtenaar van de burgerlijke stand daarvan een akte van naamsverandering op en verbindt deze met de akten van de burgerlijke stand die daarop betrekking hebben. Het verzoek wordt ingediend in het jaar dat volgt op de dag waarop de beslissing inzake de afstamming van de ouder of de akte van erkenning hem werd medegedeeld of betekend.”

Art. 13. In artikel 338, § 1, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 31 maart 1987 en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 15 juni 2018, worden de woorden “1253^{ter}/1, § 3, tweede lid” vervangen door de woorden “734/1, § 2”.

Art. 14. L'article 359-2 du même Code, inséré par la loi du 24 avril 2003, est complété par un alinéa rédigé comme suit:

“Lorsque la filiation d'origine de l'enfant n'est pas établie ou lorsque le père et la mère de l'enfant, ou le parent unique à l'égard de qui la filiation est établie, sont décédés, présumés absents, sans aucune résidence connue, dans l'impossibilité ou incapables d'exprimer leur volonté, et que l'enfant n'a pas de représentant légal dans l'État d'origine, le consentement à la conversion en adoption plénière est donné par un tuteur ad hoc désigné par le tribunal, à la requête de toute personne intéressée ou du procureur du Roi, par dérogation à l'article 361-4, 1^o, c).”

Art. 15. À l'article 499/19, § 2, alinéa 2, 2^o, du même Code, inséré par la loi du 17 mars 2013 et remplacé par la loi du 21 décembre 2018, les modifications suivantes sont apportées:

1^o les mots “pour autant qu'ils soient antérieurs au décès de la personne protégée,” sont abrogés;

2^o le d) est complété par les mots “pour autant qu'ils soient antérieurs au décès de la personne protégée”.

CHAPITRE 3. — Modifications du Code judiciaire

Art. 16. L'article 76, § 1^{er}, du Code judiciaire, remplacé par la loi du 30 juillet 2013 et modifié en dernier lieu par la loi du 4 mai 2016, est complété par un alinéa rédigé comme suit:

“Le tribunal civil se compose de la ou des chambres civiles et d'une ou plusieurs chambres de règlement à l'amiable. Lorsque le tribunal de première instance est réparti en divisions, le tribunal civil d'une des divisions se compose au moins d'une chambre de règlement à l'amiable.”

Art. 17. Dans l'article 78 du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 13 juillet 2023, l'alinéa 7 est remplacé par ce qui suit:

“Chaque chambre de règlement à l'amiable est composée d'un juge unique ayant suivi la formation spécialisée dispensée par l'Institut de formation judiciaire en conciliation et renvoi en médiation. Un juge suppléant peut siéger dans la chambre de règlement à l'amiable à condition d'avoir également suivi une telle formation.”

Art. 18. Dans l'article 79 du même Code, remplacé par la loi du 18 juillet 1991 et modifié en dernier lieu par la loi du 17 février 2021 l'alinéa 8 est remplacé par ce qui suit:

“Sans préjudice de l'article 734/4, § 4, les juges au tribunal de la famille et de la jeunesse peuvent siéger dans les chambres civiles du tribunal de première instance.”

Art. 19. À l'article 81 du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 8 mai 2014, les modifications suivantes sont apportées:

1^o l'alinéa 1^{er} est complété par les mots “et une ou plusieurs chambres de règlement à l'amiable. Lorsque le tribunal du travail est réparti en divisions, une des divisions se compose au moins d'une chambre de règlement à l'amiable.”;

2^o dans l'alinéa 2, les mots “L'une d'elles au moins,” sont remplacés par les mots “L'une des trois chambres au moins,”;

3^o l'article est complété par un alinéa rédigé comme suit:

“Chaque chambre de règlement à l'amiable est composée d'un président, juge au tribunal du travail, et de deux juges sociaux, dont l'un est nommé au titre d'employeur et l'autre au titre de travailleur, ayant tous suivi la formation spécialisée dispensée par l'Institut de formation judiciaire en conciliation et renvoi en médiation. Un juge suppléant ou un juge social suppléant peut siéger dans la chambre de règlement à l'amiable à condition d'avoir également suivi une telle formation.”

Art. 20. À l'article 84 du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 15 avril 2018, les modifications suivantes sont apportées:

1^o l'alinéa 1^{er} est complété par les mots “et une ou plusieurs chambres de règlement à l'amiable. Lorsque le tribunal de l'entreprise est réparti en divisions, une des divisions se compose au moins d'une chambre de règlement à l'amiable.”;

Art. 14. Artikel 359-2 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 24 april 2003, wordt aangevuld met een lid, luidende:

“Wanneer de oorspronkelijke afstamming van het kind niet vaststaat of wanneer de vader en de moeder van het kind, of de enige ouder ten aanzien van wie de afstamming vaststaat, overleden zijn, vermoedelijk afwezig zijn, geen gekende verblijfplaats hebben of in de onmogelijkheid verkeren om hun wil te kennen te geven of wilsonbekwaam zijn en het kind geen wettelijke vertegenwoordiger heeft in de Staat van herkomst, wordt in afwijking van artikel 361-4, 1^o, c), de toestemming tot de omzetting in volle adoptie gegeven door een voogd ad hoc aangewezen door de rechtbank op verzoek van iedere betrokken persoon of van de procureur des Konings.”

Art. 15. In artikel 499/19, § 2, tweede lid, 2^o, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 17 maart 2013 en vervangen bij de wet van 21 december 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1^o de woorden “voor zover dat ze het overlijden van de beschermde persoon voorafgaan,” worden opgeheven;

2^o de bepaling onder d) wordt aangevuld met de woorden “voor zover dat ze het overlijden van de beschermde persoon voorafgaan”.

HOOFDSTUK 3. — Wijzigingen van het Gerechtelijk Wetboek

Art. 16. Artikel 76, § 1, van het Gerechtelijk Wetboek, vervangen bij de wet van 30 juli 2013 en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 4 mei 2016, wordt aangevuld met een lid, luidende:

“De burgerlijke rechtbank bestaat uit de burgerlijke kamer(s) en een of meer kamers voor minnelijke schikking. Wanneer de rechtbank van eerste aanleg is verdeeld in afdelingen, bestaat de burgerlijke rechtbank van een van de afdelingen uit ten minste één kamer voor minnelijke schikking.”

Art. 17. In artikel 78 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 13 juli 2023, wordt het zevende lid vervangen als volgt:

“Elke kamer voor minnelijke schikking bestaat uit een alleenrechtsprekende rechter die de door het Instituut voor gerechtelijke opleiding georganiseerde gespecialiseerde opleiding inzake verzoening en doorverwijzing naar bemiddeling heeft gevolgd. Een plaatsvervangend rechter kan zetelen in de kamer voor minnelijke schikking op voorwaarde dat hij ook een dergelijke opleiding heeft gevolgd.”

Art. 18. In artikel 79 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 18 juli 1991 en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 17 februari 2021 wordt het achtste lid vervangen als volgt:

“Onverminderd artikel 734/4, § 4, kunnen de rechters in de familie- en jeugdrechtbank zitting nemen in de burgerlijke kamers van de rechtbank van eerste aanleg.”

Art. 19. In artikel 81 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 8 mei 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1^o het eerste lid wordt aangevuld met de woorden “en uit een of meer kamers voor minnelijke schikking. Wanneer de arbeidsrechtbank in afdelingen is verdeeld, bestaat een van de afdelingen uit ten minste één kamer voor minnelijke schikking.”;

2^o in het tweede lid worden de woorden “Ten minstens één daarvan” vervangen door de woorden “Minstens een van de drie kamers,”;

3^o het artikel wordt aangevuld met een lid, luidende:

“Elke kamer voor minnelijke schikking bestaat uit een voorzitter, rechter in de arbeidsrechtbank, en twee rechters in sociale zaken, van wie de ene benoemd is als werkgever en de andere als werknemer, die allemaal de door het Instituut voor gerechtelijke opleiding georganiseerde gespecialiseerde opleiding inzake verzoening en doorverwijzing naar bemiddeling hebben gevolgd. Een plaatsvervangend rechter of een plaatsvervangend rechter in sociale zaken kan zetelen in de kamer voor minnelijke schikking op voorwaarde dat hij ook een dergelijke opleiding heeft gevolgd.”

Art. 20. In artikel 84 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 15 april 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1^o het eerste lid wordt aangevuld met de woorden “en een of meer kamers voor minnelijke schikking. Wanneer de ondernemingsrechtbank in afdelingen is verdeeld, bestaat een van de afdelingen uit ten minste één kamer voor minnelijke schikking.”;

2° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit:

“Chacune d’elles est présidée par un juge au tribunal de l’entreprise et se compose en outre de deux juges consulaires. Les juges composant la chambre de règlement à l’amiable doivent tous avoir suivi la formation spécialisée dispensée par l’Institut de formation judiciaire en conciliation et renvoi en médiation. Un juge suppléant ou un juge consulaire suppléant peut siéger dans la chambre de règlement à l’amiable à condition d’avoir également suivi une telle formation.”

Art. 21. À l’article 101 du même Code, remplacé par la loi du 30 juillet 2013 et modifié en dernier lieu par la loi du 13 juillet 2023, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots “dont une ou plusieurs chambres de règlement à l’amiable” sont insérés entre les mots “Il y a à la cour d’appel des chambres civiles,” et les mots “des chambres correctionnelles”;

2° dans le paragraphe 2, alinéa 5, la phrase “Pour que la chambre spécialisée de règlement à l’amiable soit constituée valablement, le membre de la cour désigné pour cette chambre doit avoir suivi une formation spécialisée dispensée par l’Institut de formation judiciaire.” est remplacée par la phrase “Chaque chambre de règlement à l’amiable est composée d’un conseiller à la cour ayant suivi la formation spécialisée dispensée par l’Institut de formation judiciaire en conciliation et renvoi en médiation.”

Art. 22. L’article 102, § 1^{er}, du même Code, rétabli par la loi du 9 juillet 1997 et modifié en dernier lieu par la loi du 1^{er} décembre 2013, est complété par un alinéa rédigé comme suit: “Un conseiller suppléant peut siéger seul dans la chambre de règlement à l’amiable à condition d’avoir suivi la formation spécialisée dispensée par l’Institut de formation judiciaire en conciliation et renvoi en médiation.”

Art. 23. À l’article 104 du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 18 février 2018, les modifications suivantes sont apportées:

1° l’alinéa 1^{er} est complété par la phrase suivante:

“Chaque cour du travail institue une ou plusieurs chambres de règlement à l’amiable. Lorsque la cour du travail est répartie en divisions, une des divisions se compose au moins d’une chambre de règlement à l’amiable.”;

2° l’article est complété par un alinéa rédigé comme suit:

“La chambre de règlement à l’amiable est composée d’un président, conseiller à la cour du travail, et de deux conseillers sociaux, dont l’un est nommé au titre d’employeur et l’autre au titre de travailleur, ayant tous suivi la formation spécialisée dispensée par l’Institut de formation judiciaire en conciliation et renvoi en médiation. Un conseiller suppléant ou un conseiller social suppléant peut siéger dans la chambre de règlement à l’amiable à condition d’avoir suivi une telle formation.”

Art. 24. L’article 508/11 du même Code, inséré par la loi du 23 novembre 1998, est remplacé par ce qui suit:

“Art. 508/11. Les autorités visées à l’article 488 transmettent annuellement un rapport sur le fonctionnement de l’aide juridique de deuxième ligne au ministre de la Justice selon les modalités établies par le Roi.”

Art. 25. À l’article 508/19 du même Code, inséré par la loi du 23 novembre 1998 et modifié en dernier lieu par la loi du 31 juillet 2020, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le paragraphe 2, l’alinéa 3 est remplacé par ce qui suit:

“Le contrôle et l’attribution des points pour les prestations accomplies par les avocats en vertu de l’alinéa 2 et de l’article 508/8 sont effectués par les bureaux d’aide juridique et coordonnés par les autorités visées à l’article 488 selon les modalités déterminées par le Roi.”;

2° il est inséré un paragraphe 2/1 rédigé comme suit:

“§ 2/1. Le bureau d’aide juridique regroupe par matière tous les rapports de clôture approuvés en vertu du paragraphe 2. Certains d’entre eux sont alors soumis à un audit consistant à vérifier l’exactitude des désignations, la qualité des prestations effectuées par l’avocat, la réalité des prestations accomplies par les avocats conformément à la liste visée au paragraphe 2, alinéa 2, et l’exercice de ces vérifications par le bureau d’aide juridique. Cet audit est organisé par les autorités visées à l’article 488 selon les modalités déterminées par le

2° het tweede lid wordt vervangen als volgt:

“Iedere kamer wordt voorgezeten door een rechter in de ondernemingsrechtbank en telt bovendien twee rechters in ondernemingszaken. De rechters die van de kamer voor minnelijke schikking deel uitmaken, moeten allemaal de door het Instituut voor gerechtelijke opleiding georganiseerde gespecialiseerde opleiding inzake verzoening en doorverwijzing naar bemiddeling hebben gevolgd. Een plaatsvervangend rechter of een plaatsvervangend rechter in ondernemingszaken kan zetelen in de kamer voor minnelijke schikking op voorwaarde dat hij ook een dergelijke opleiding heeft gevolgd.”

Art. 21. In artikel 101 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 30 juli 2013 en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 13 juli 2023 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden “waarvan een of meer kamers voor minnelijke schikking,” ingevoegd tussen de woorden “Er zijn in het hof van beroep kamers voor burgerlijke zaken,” en de woorden “kamers voor correctionele zaken”;

2° in paragraaf 2, vijfde lid, wordt de zin “Opdat de gespecialiseerde kamer voor minnelijke schikking rechtsgeldig zou zijn samengesteld, moet het voor die kamer aangewezen lid van het hof een gespecialiseerde opleiding hebben genoten verstrekt door het Instituut voor gerechtelijke opleiding.” vervangen door de zin “Elke kamer voor minnelijke schikking bestaat uit een raadsheer in het hof die de door het Instituut voor gerechtelijke opleiding georganiseerde gespecialiseerde opleiding inzake verzoening en doorverwijzing naar bemiddeling heeft gevolgd.”

Art. 22. Artikel 102, § 1, van hetzelfde Wetboek, hersteld bij de wet van 9 juli 1997 en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 1 december 2013, wordt aangevuld met een lid, luidende: “Een plaatsvervangend raadsheer kan alleen zetelend zitting nemen in de kamer voor minnelijke schikking op voorwaarde dat hij de door het Instituut voor gerechtelijke opleiding georganiseerde gespecialiseerde opleiding inzake verzoening en doorverwijzing naar bemiddeling heeft gevolgd.”

Art. 23. In artikel 104 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 18 februari 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het eerste lid wordt aangevuld met de volgende zin:

“Elk arbeidshof stelt een of meer kamers voor minnelijke schikking in. Wanneer het arbeidshof in afdelingen is verdeeld, bestaat een van de afdelingen uit ten minste één kamer voor minnelijke schikking.”;

2° het artikel wordt aangevuld met een lid, luidende:

“De kamer voor minnelijke schikking bestaat uit een voorzitter, raadsheer in het arbeidshof, en twee raadsheren in sociale zaken, van wie de ene benoemd is als werkgever en de andere als werknemer, die allemaal de door het Instituut voor gerechtelijke opleiding georganiseerde gespecialiseerde opleiding inzake verzoening en doorverwijzing naar bemiddeling hebben gevolgd. Een plaatsvervangend raadsheer of plaatsvervangend raadsheer in sociale zaken kan zetelen in de kamer voor minnelijke schikking op voorwaarde dat hij ook een dergelijke opleiding heeft gevolgd.”

Art. 24. Artikel 508/11 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 23 november 1998, wordt vervangen als volgt:

“Art. 508/11. De in artikel 488 bedoelde overheden bezorgen jaarlijks een verslag over de werking van de juridische tweedelijnsbijstand aan de minister van Justitie volgens de door de Koning bepaalde nadere regels.”

Art. 25. In artikel 508/19 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 23 november 1998 en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 31 juli 2020, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 2 wordt het derde lid vervangen als volgt:

“De controle en toekenning van de punten voor de prestaties verricht door de advocaten zoals bepaald in het tweede lid en in artikel 508/8 worden uitgevoerd door de bureaus voor juridische bijstand en gecoördineerd door de overheden bedoeld in artikel 488 op de wijze die door de Koning wordt bepaald.”;

2° een paragraaf 2/1 wordt ingevoegd, luidende:

“§ 2/1. Het bureau voor juridische bijstand groepeerd alle goedgekeurde eindverslagen per materie overeenkomstig paragraaf 2. Enkele ervan worden nadien onderworpen aan een audit om de correctheid van de aanstellingen, de kwaliteit van de prestaties verricht door de advocaat, de realiteit van de prestaties verricht door de advocaten overeenkomstig de in paragraaf 2, tweede lid, bedoelde lijst, en de uitvoering van deze controles door het bureau voor juridische bijstand te verifiëren. Deze audit wordt door de in artikel 488 bedoelde

Roi. Les conclusions résultant de cet audit sont transmises, afin qu'il en soit tenu compte, aux bureaux d'aide juridique concernés. Un rapport simplifié de ces conclusions dont le contenu est déterminé par le Roi est préparé par les autorités visées à l'article 488 et envoyé au ministre de la Justice.

Le bâtonnier communique le total des points de son barreau aux autorités visées à l'article 488, lesquelles communiquent, conformément aux contrôles visés à l'alinéa 1^{er} et au paragraphe 2, le total des points de tous les barreaux au ministre de la Justice.”;

3° le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit:

“§ 3. Dès réception de l'information visée au paragraphe 2/1, alinéa 2, le ministre de la Justice peut, s'il l'estime nécessaire, faire effectuer un contrôle supplémentaire selon les modalités qu'il détermine après consultation des autorités visées à l'article 488.

Il ordonne le paiement de l'indemnité à ces autorités qui en assurent la répartition, le cas échéant, par le biais des Ordres des avocats. Le paiement est effectué selon les conditions déterminées par le Roi.”;

4° dans le paragraphe 4, les mots “le mode de calcul de” sont abrogés.

Art. 26. L'article 508/19bis du même Code, inséré par la loi du 27 décembre 2005 et modifié par la loi du 21 avril 2007, est remplacé par ce qui suit:

“Art. 508/19bis. Une subvention annuelle est prévue pour les frais liés à l'organisation des bureaux d'aide juridique, à charge du budget du SPF Justice.

Le montant de la subvention est déterminé selon les frais réels exposés par les bureaux d'aide juridique et approuvés par le ministre de la Justice. Ce montant ne peut pas excéder 7 % de l'indemnité visée à l'article 508/19, § 3.

Le Roi détermine les modalités d'exécution du présent article et peut, dans des cas spécifiques, par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, s'écarter du taux de 7 % précité à la demande motivée des autorités visées à l'article 488 sur la base de frais démontrés.”

Art. 27. Dans la quatrième partie, livre II, titre II, chapitre I^{er}, du même Code, il est inséré une section première comportant l'article 730/1, intitulée “Disposition générale”.

Art. 28. À l'article 730/1, § 2, du même Code inséré par la loi du 18 juin 2018, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots “Sauf en référé, le juge” sont remplacés par les mots “Le juge”;

2° dans l'alinéa 2, les mots “À la demande” sont remplacés par les mots “Sauf en référé, à la demande”.

Art. 29. Dans la quatrième partie, livre II, titre II, chapitre I^{er}, du même Code, il est inséré une section 2 comportant les articles 731 à 734, intitulée “La conciliation”.

Art. 30. Dans l'article 731 du même Code, remplacé par la loi du 18 juin 2018 et modifié par la loi du 6 novembre 2022, l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 31. Dans la section II, insérée par l'article 29, il est inséré un article 731/1, rédigé comme suit:

“Art. 731/1. Sans préjudice des dispositions des articles 1724 à 1737, toute demande principale introductive d'instance entre parties capables de transiger et sur des objets susceptibles d'être réglés par transaction, peut être préalablement soumise, à la requête d'une des parties ou de leur commun accord, à fin de conciliation au juge compétent pour en connaître. Toutefois, s'il existe des indices sérieux que des violences, des menaces ou toute autre forme de pression sont ou ont été exercées par une partie à l'encontre de l'autre partie, l'article 1734, § 1^{er}, alinéa 3, s'applique par analogie.”

Art. 32. À l'article 732 du même Code, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans l'alinéa unique, devenant l'alinéa 1^{er}, les mots “Sans préjudice du délai de citation visé à l'article 707,” sont insérés avant les mots “les parties sont convoquées” et les mots “ordinaire des citations,” sont remplacés par les mots “d'un mois,”;

overheden uitgevoerd overeenkomstig de door de Koning bepaalde nadere regels. De conclusies van deze audit worden toegezonden aan de betrokken bureaus voor juridische bijstand, dat er rekening mee houdt. Een vereenvoudigd verslag van deze conclusies, waarvan de inhoud door de Koning wordt bepaald, wordt door de in artikel 488 bedoelde overheden opgesteld en aan de minister van Justitie meegedeeld.

De stafhouder deelt het totaal van de punten van de balie mee aan de in artikel 488 bedoelde overheden die overeenkomstig de in het eerste lid en paragraaf 2 bedoelde controles het totaal van de punten van alle balies meedelen aan de minister van Justitie.”;

3° paragraaf 3 wordt vervangen als volgt:

“§ 3. Zodra hij de mededeling heeft ontvangen van de informatie bedoeld in paragraaf 2/1, tweede lid, kan de minister van Justitie, indien hij dit noodzakelijk acht, een aanvullende controle laten uitvoeren volgens de nadere regels die hij bepaalt na raadpleging van de in artikel 488 bedoelde overheden.

Hij gelast de betaling van de vergoeding aan die overheden die, in voorkomend geval, via de Ordes van Advocaten voor de verdeling ervan zorgen. De betaling wordt uitgevoerd overeenkomstig de door de Koning vastgestelde voorwaarden.”;

4° in paragraaf 4 worden de woorden “de berekeningswijze van” opgeheven.

Art. 26. Artikel 508/19bis van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 27 december 2005 en gewijzigd bij de wet van 21 april 2007, wordt vervangen als volgt:

“Art. 508/19bis. Er wordt in een jaarlijkse subsidie voorzien voor de kosten verbonden aan de organisatie van de bureaus voor juridische bijstand, ten laste van de begroting van de FOD Justitie.

Het bedrag van de subsidie wordt vastgesteld op basis van de door de bureaus voor juridische bijstand aangegeven werkelijke kosten en goedgekeurd door de minister van Justitie. Dit bedrag mag niet hoger zijn dan 7 % van de vergoeding bedoeld in artikel 508/19, § 3.

De Koning bepaalt de nadere regels voor de uitvoering van dit artikel en kan, in bijzondere gevallen, bij besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad afwijken van het voormelde percentage van 7 % op gemotiveerde vraag van de in artikel 488 bedoelde overheden op basis van aangetoonde kosten.”

Art. 27. In deel IV, boek II, titel II, hoofdstuk I, van hetzelfde Wetboek wordt een afdeling I ingevoegd, die artikel 730/1 bevat, luidende “Algemene bepaling”.

Art. 28. In artikel 730/1, § 2, van hetzelfde Wetboek ingevoegd bij de wet van 18 juni 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden “Behoudens in kort geding, kan de rechter” vervangen door de woorden “De rechter kan”;

2° in het tweede lid worden de woorden “zo hij vaststelt dat verzoening mogelijk is” vervangen door de woorden “zo hij vaststelt dat verzoening mogelijk is, behoudens in kort geding,”.

Art. 29. In deel IV, boek II, titel II, hoofdstuk I, van hetzelfde Wetboek wordt een afdeling II ingevoegd, die de artikelen 731 tot en met 734 bevat, luidende “Minnelijke schikking”.

Art. 30. In artikel 731 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 18 juni 2018 en gewijzigd bij de wet van 6 november 2022, wordt het tweede lid opgeheven.

Art. 31. In afdeling II, ingevoegd bij artikel 29, wordt een artikel 731/1 ingevoegd, luidende:

“Art. 731/1. Onverminderd het bepaalde in de artikelen 1724 tot 1737 kan iedere inleidende hoofdvordering tussen partijen die bekwaam zijn om een dading aan te gaan en betreffende zaken welke voor dading vatbaar zijn, op verzoek van een partij of met beider instemming vooraf ter minnelijke schikking worden voorgelegd aan de rechter die bevoegd is om ervan kennis te nemen. Indien er evenwel ernstige aanwijzingen zijn dat de ene partij geweld, bedreigingen of enige andere vorm van druk gebruikt of heeft gebruikt ten aanzien van de andere partij, is artikel 1734, § 1, derde lid, van overeenkomstige toepassing.”

Art. 32. In artikel 732 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het enige lid, dat het eerste lid wordt, worden de woorden “Onverminderd de termijn voor dagvaarding bedoeld in artikel 707,” ingevoegd voor de woorden “indien een van hen het,” en worden de woorden “binnen de gewone termijn van dagvaarding” vervangen door de woorden “binnen een maand”;

2° l'article est complété par deux alinéas rédigés comme suit:

“Si la demande en conciliation contient la réclamation d'un droit, elle est assimilée à la mise en demeure visée à l'article 5.240 du Code civil.

Dans les mêmes conditions, la demande en conciliation suspend le cours de la prescription de l'action attachée à ce droit pendant un mois.”

Art. 33. À l'article 733 du même Code, les modifications suivantes sont apportées:

1° l'alinéa unique, devenant l'alinéa 1^{er}, est complété par les mots “, sauf si les parties y renoncent.”;

2° l'article est complété par un alinéa rédigé comme suit:

“La comparution des parties à l'audience de conciliation suspend le cours de la prescription durant la conciliation.”

Art. 34. Dans la section II, il est inséré un article 733/1 rédigé comme suit:

“Art. 733/1. Si une procédure est déjà pendante, le litige peut être soumis, tout au long de l'instance, au juge à fin de conciliation, à l'initiative du juge sauf si toutes les parties s'y opposent ou d'une partie. Toutefois, s'il existe des indices sérieux que des violences, des menaces ou toute autre forme de pression sont ou ont été exercées par une partie à l'encontre de l'autre partie, l'article 1734, § 1^{er}, alinéa 3, s'applique par analogie.

Les parties seront convoquées conformément à l'article 732.

Si un accord intervient, les termes de cet accord peuvent être actés dans un jugement ou un arrêt conformément à l'article 1043.

Si la conciliation n'aboutit pas, la procédure judiciaire ordinaire peut être poursuivie à l'initiative d'une des parties.”

Art. 35. Dans la quatrième partie, livre II, titre II, chapitre 1^{er}, du même Code, il est inséré une section III intitulée “La chambre de règlement à l'amiable”.

Art. 36. Dans la section III, insérée par l'article 35, il est inséré un article 734/1 rédigé comme suit:

“Art. 734/1. § 1^{er}. Les affaires peuvent être soumises à fin de conciliation à la chambre de règlement à l'amiable dans les conditions visées à l'article 731/1.

Le litige peut également être soumis à la chambre de règlement à l'amiable à fin de conciliation, dans les conditions visées à l'article 733/1, alinéa 1^{er}.

Les parties sont convoquées conformément à l'article 732.

§ 2. À la demande de l'une des parties ou s'il l'estime utile sauf toutes si les parties s'y opposent, le juge peut également ordonner, tout au long de l'instance, le renvoi de la cause à la chambre de règlement à l'amiable du même tribunal ou de la même cour, par simple mention au procès-verbal de l'audience.

Le greffier transmet le dossier de la procédure, dans les trois jours de cette décision, au greffier de la chambre de règlement à l'amiable à laquelle la cause a été renvoyée.

Le greffier de la chambre de règlement à l'amiable convoque les parties, par simple lettre, à comparaître, dans le délai d'un mois, aux lieu, jour et heure de l'audience à laquelle l'affaire sera appelée.

Toutefois, s'il existe des indices sérieux que des violences, des menaces ou toute autre forme de pression sont ou ont été exercées par une partie à l'encontre de l'autre partie, l'article 1734, § 1^{er}, alinéa 3, s'applique par analogie.

§ 3. Dans les cas visés au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les articles 732, alinéas 2 et 3 et 733, alinéa 2, s'appliquent.”

Art. 37. Dans la même section III, il est inséré un article 734/2 rédigé comme suit:

“Art. 734/2. § 1^{er}. Dans les causes introduites sur la base de l'article 734/1, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, lorsque la conciliation a abouti, les termes de l'accord intervenu sont constatés par la chambre de règlement à l'amiable dans le procès-verbal de comparution en conciliation dont l'expédition est revêtue de la formule exécutoire, sauf si les parties y renoncent.

2° het artikel wordt aangevuld met twee leden, luidende:

“Indien het verzoek tot minnelijke schikking een aanspraak op een recht bevat, wordt het gelijkgesteld met de ingebrekestelling bedoeld in artikel 5.240 van het Burgerlijk Wetboek.

Onder dezelfde voorwaarden schorst het verzoek tot minnelijke schikking gedurende een maand de verjaring van de aan dit recht verbonden vordering.”

Art. 33. In artikel 733 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het enige lid, dat het eerste lid wordt, wordt aangevuld met de woorden “, tenzij de partijen daarvan afzien.”;

2° het artikel wordt aangevuld met een lid, luidende:

“Het verschijnen van de partijen op de zitting tot minnelijke schikking schorst de verjaringstermijn voor de duur van de minnelijke schikking.”

Art. 34. In afdeling II wordt een artikel 733/1 ingevoegd, luidende:

“Art. 733/1. Indien er al een procedure loopt, kan het geschil gedurende het gehele geding ter minnelijke schikking aan de rechter worden voorgelegd, op initiatief van de rechter tenzij alle partijen daartegen gekant zijn of van een partij. Indien er evenwel ernstige aanwijzingen zijn dat de ene partij geweld, bedreigingen of enige andere vorm van druk gebruikt of heeft gebruikt ten aanzien van de andere partij, is artikel 1734, § 1, derde lid, van overeenkomstige toepassing.

De partijen zullen worden opgeroepen overeenkomstig artikel 732.

Indien een schikking tot stand komt, kan akte worden genomen van de bewoordingen van die schikking in een vonnis of arrest overeenkomstig artikel 1043.

Als de minnelijke schikking geen uitkomst biedt, kan de gewone gerechtelijke procedure op initiatief van een van de partijen voortgezet worden.”

Art. 35. In deel IV, boek II, titel II, hoofdstuk I, van hetzelfde Wetboek wordt een afdeling III ingevoegd, luidende “Kamer voor minnelijke schikking”.

Art. 36. In afdeling III, ingevoegd bij artikel 35, wordt een artikel 734/1 ingevoegd, luidende:

“Art. 734/1. § 1. De zaken kunnen ter minnelijke schikking worden voorgelegd aan de kamer voor minnelijke schikking onder de voorwaarden bedoeld in artikel 731/1.

Het geschil kan ook ter minnelijke schikking aan de kamer voor minnelijke schikking worden voorgelegd, onder de voorwaarden bedoeld in artikel 733/1, eerste lid.

De partijen worden opgeroepen overeenkomstig artikel 732.

§ 2. Op verzoek van een van de partijen of indien hij dit nuttig acht tenzij alle partijen daartegen gekant zijn, kan de rechter ook, gedurende het gehele geding, de doorverwijzing van de zaak naar de kamer voor minnelijke schikking van dezelfde rechtbank of van hetzelfde hof bevelen, middels eenvoudige vermelding op het proces-verbaal van de zitting.

Binnen drie dagen na die beslissing zendt de griffier het dossier van de procedure over aan de griffier van de kamer voor minnelijke schikking waarnaar de zaak werd doorverwezen.

De griffier van de kamer voor minnelijke schikking roept de partijen bij eenvoudige brief op om te verschijnen, binnen een maand, op de dag, de plaats en het uur van de zitting waarop de zaak zal worden behandeld.

Indien er evenwel ernstige aanwijzingen zijn dat de ene partij geweld, bedreigingen of enige andere vorm van druk gebruikt of heeft gebruikt ten aanzien van de andere partij, is artikel 1734, § 1, derde lid, van overeenkomstige toepassing.

§ 3. In de gevallen bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, zijn de artikelen 732, tweede en derde lid en 733, tweede lid, van toepassing.”

Art. 37. In dezelfde afdeling III wordt een artikel 734/2 ingevoegd, luidende:

“Art. 734/2. § 1. In de zaken die op grond van artikel 734/1, § 1, eerste lid, aanhangig zijn gemaakt en waarbij de minnelijke schikking uitkomst biedt, worden de bewoordingen van de schikking door de kamer voor minnelijke schikking opgetekend in het proces-verbaal van verschijning tot minnelijke schikking, waarvan de uitgifte wordt voorzien van het formulier van tenuitvoerlegging, tenzij de partijen daarvan afzien.

§ 2. Dans les cas visés à l'article 734/1, § 1^{er}, alinéa 2, et § 2, lorsque la conciliation a abouti, les termes de l'accord, partiel ou total, peuvent être actés dans un jugement ou un arrêt, conformément à l'article 1043."

Art. 38. Dans la même section III, il est inséré un article 734/3 rédigé comme suit:

"Art. 734/3. § 1^{er}. Dans les causes introduites sur la base de l'article 734/1, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, dans lesquelles la conciliation n'aura pas abouti, le procès-verbal de la comparution en conciliation clôt la procédure.

Les parties pourront ensuite, si elles le souhaitent, introduire une procédure judiciaire ordinaire pour entendre trancher leur différend par le tribunal ou la cour.

§ 2. Dans les cas visés à l'article 734/1, § 1^{er}, alinéa 2 et § 2, dans lesquels la conciliation n'aura pas abouti, la procédure judiciaire ordinaire est poursuivie devant la chambre d'origine.

La chambre de règlement à l'amiable renvoie, selon les mêmes formalités que celles prévues à l'article 734/1, § 2, alinéas 1 et 2, le dossier devant la chambre d'origine.

Si l'une des parties en a fait la demande à l'audience de règlement amiable, le greffier de la chambre d'origine convoque les parties, sous pli judiciaire, à comparaître, au lieu, jour et heure de l'audience à laquelle l'affaire sera appelée. Cette demande peut également être formulée par écrit par l'une des parties après le renvoi."

Art. 39. Dans la même section III, il est inséré un article 734/4 rédigé comme suit:

"Art. 734/4. § 1^{er}. Les audiences de conciliation tenues par les chambres de règlement à l'amiable se déroulent en chambre du conseil conformément à l'article 757, § 2, alinéa 1^{er}, 14°. Tout ce qui se dit ou s'écrit au cours de ces audiences et pour les besoins de celles-ci est confidentiel au sens de l'article 1728. En cas de violation de l'obligation de confidentialité, l'article 1728, § 4, s'applique.

Avec l'accord des parties, le tribunal ou la cour peut, s'il ou si elle l'estime utile, aussi s'entretenir en aparté avec chacune des parties.

§ 2. Le jour de l'audience de conciliation, les parties doivent comparaître en personne, assistées, le cas échéant, de leurs avocats ou des personnes mentionnées dans l'article 728. Si une personne morale est à la cause, elle est représentée par une personne physique pouvant l'engager sauf décision contraire de la chambre de règlement à l'amiable.

§ 3. Tant les parties que le juge de la chambre de règlement à l'amiable peuvent, à tout moment, mettre un terme à la conciliation.

§ 4. Le juge qui a exercé sa mission de conciliation dans le cadre d'un litige soumis à la chambre de règlement à l'amiable s'abstient de prendre part à un jugement ou arrêt sur les suites de ce même litige devant une autre chambre. À défaut, il peut être récusé conformément à l'article 828, 9°.

§ 5. Lors de la première audience de conciliation, le juge énonce les principes contenus dans cet article."

Art. 40. Dans l'article 757, § 2, alinéa 1^{er}, du même Code, inséré par la loi du 2 juin 2010 et modifié par la loi du 17 mars 2013, il est inséré un 14° rédigé comme suit:

"14° les audiences de conciliation tenues par les chambres de règlement à l'amiable."

Art. 41. Dans l'article 780/1 du même Code, inséré par la loi du 26 décembre 2022, l'alinéa 4 est complété par les mots "ou, le cas échéant, à la copie, certifiée conforme par le greffier, de celui-ci".

Art. 42. Dans la quatrième partie, livre III, titre IV, du même Code, il est inséré un article 1094/2 rédigé comme suit:

"Art. 1094/2. Lorsque, au cours de la procédure en cassation, entre en vigueur une disposition légale qui s'applique rétroactivement au litige, la partie demanderesse peut soumettre à la Cour une requête complémentaire contenant un moyen pris de la violation de cette disposition. Cette requête est jointe à l'instance en cours.

La requête est, à peine de déchéance, remise au greffe de la Cour dans les trois mois à compter de la publication de la disposition nouvelle au *Moniteur belge* après avoir, le cas échéant, été signifiée aux autres parties.

§ 2. In de gevallen bedoeld in artikel 734/1, § 1, tweede lid, en § 2, waarbij de minnelijke schikking uitkomst biedt, kan akte worden genomen van de bewoordingen van het geheel of gedeeltelijk akkoord in een vonnis of een arrest overeenkomstig artikel 1043."

Art. 38. In dezelfde afdeling III wordt een artikel 734/3 ingevoegd, luidende:

"Art. 734/3. § 1. In de zaken die op grond van artikel 734/1, § 1, eerste lid, aanhangig zijn gemaakt en waarbij de minnelijke schikking geen uitkomst biedt, sluit het proces-verbaal van verschijning tot minnelijke schikking de procedure af.

Vervolgens kunnen de partijen, indien ze dat wensen, een gewone gerechtelijke procedure inleiden om hun geschil door de rechtbank of het hof te laten beslechten.

§ 2. In de gevallen bedoeld in artikel 734/1, § 1, tweede lid en § 2, waarbij de minnelijke schikking geen uitkomst biedt, wordt de gewone gerechtelijke procedure voortgezet voor de oorspronkelijke kamer.

De kamer voor minnelijke schikking verwijst het dossier, volgens dezelfde vormvereisten als bepaald bij artikel 734/1, § 2, eerste en tweede lid, door naar de oorspronkelijke kamer.

Indien een van de partijen op de hoorzitting voor een minnelijke schikking daarom heeft verzocht, roept de griffier van de oorspronkelijke kamer de partijen bij gerechtsbrief op om te verschijnen op de dag, de plaats en het uur van de zitting waarop de zaak zal worden behandeld. Dit verzoek kan ook schriftelijk door een van de partijen na de doorverwijzing worden gedaan."

Art. 39. In dezelfde afdeling III wordt een artikel 734/4 ingevoegd, luidende:

"Art. 734/4. § 1. De zittingen tot minnelijke schikking die worden gehouden door de kamers voor minnelijke schikking verlopen in raadkamer overeenkomstig artikel 757, § 2, eerste lid, 14°. Alles wat wordt gezegd of geschreven in de loop van en ten behoeve van die zittingen is vertrouwelijk overeenkomstig artikel 1728. Bij schending van de vertrouwelijkheidsplicht, is artikel 1728, § 4, van toepassing.

Met instemming van de partijen, kan de rechtbank of het hof, indien de rechtbank of het hof dit nuttig acht, ook aparte gesprekken voeren met elk van de partijen.

§ 2. Op de dag van de zitting tot minnelijke schikking moeten de partijen in persoon verschijnen, in voorkomend geval bijgestaan door hun advocaten of de personen die worden vermeld in artikel 728. Indien een rechtspersoon in het geding is, wordt die vertegenwoordigd door een natuurlijke persoon die hem kan verbinden behoudens andersluidende beslissing van de kamer voor minnelijk schikking.

§ 3. Zowel de partijen als de rechter bij de kamer voor minnelijke schikking kunnen te allen tijde een einde stellen aan de minnelijke schikking.

§ 4. Een rechter die de verzoeningsprocedure heeft uitgevoerd in een geschil dat aan de kamer voor minnelijke schikking is voorgelegd, onthoudt zich ervan deel te nemen aan een vonnis of arrest over de uitkomst van hetzelfde geschil voor een andere kamer. Doet hij dat niet, dan kan hij worden gewraakt overeenkomstig artikel 828, 9°.

§ 5. Op de eerste zitting van minnelijke schikking zet de rechter de beginselen van dit artikel uiteen."

Art. 40. In artikel 757, § 2, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 2 juni 2010 en gewijzigd bij de wet van 17 maart 2013, wordt de bepaling onder 14° ingevoegd, luidende:

"14° de zittingen tot minnelijke schikking die worden gehouden door de kamers voor minnelijke schikking."

Art. 41. In artikel 780/1 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 26 december 2022, wordt het vierde lid aangevuld met de woorden "of, in voorkomend geval, het door de griffier eensluidend verklaard afschrift ervan".

Art. 42. In deel IV, boek III, titel IV, van hetzelfde Wetboek wordt een artikel 1094/2 ingevoegd, luidende:

"Art. 1094/2. Wanneer er tijdens de cassatieprocedure een wettelijke bepaling in werking treedt die met terugwerkende kracht van toepassing is op het geschil, kan de eisende partij bij het Hof een aanvullend verzoekschrift indienen dat een middel bevat dat ontleend is aan de schending van die bepaling. Dat verzoekschrift wordt toegevoegd aan het aanhangig geding.

Het verzoekschrift wordt, op straffe van verval, ingediend op de griffie van het Hof binnen drie maanden te rekenen vanaf de bekendmaking van de nieuwe bepaling in het *Belgisch Staatsblad* nadat het in voorkomend geval aan de andere partijen is betekend.

Les articles 1079 à 1081, 1087, 1092 à 1094/1 et 1097 s'appliquent à cette requête et aux mémoires que les parties s'échangent."

Art. 43. À l'article 1187 du même Code, remplacé par la loi du 11 août 2017, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans l'alinéa 1^{er} les mots "ou à des personnes internées par application de la loi sur la défense sociale," sont abrogés;

2° dans l'alinéa 2 les mots "et privilégiés inscrits" sont remplacés par les mots "inscrits, des créanciers privilégiés inscrits et, le cas échéant, des créanciers enregistrés au Registre des gages,";

3° au même alinéa, la deuxième phrase est complétée par les mots "et ceux qui ont fait mention en marge d'une action intentée sur la base de l'article 5.243 du Code civil".

Art. 44. Dans l'article 1189, alinéa 1^{er}, du même Code, remplacé par la loi du 11 août 2017, le mot "où" est remplacé par le mot "ou".

Art. 45. À l'article 1189/1 du même Code, inséré par la loi du 11 août 2017, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots "et privilégiés inscrits" sont remplacés par les mots "inscrits, des créanciers privilégiés inscrits et, le cas échéant, des créanciers enregistrés au Registre des gages,";

2° dans l'alinéa 1^{er}, la troisième phrase est complétée par les mots "et ceux qui ont fait mention en marge d'une action intentée sur la base de l'article 5.243 du Code civil";

3° l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit: "Aucun des copropriétaires ne doit obtenir l'autorisation du tribunal de la famille dans le cas où le ou les copropriétaires qui doivent demander l'autorisation sur la base de l'article 1187, l'ont obtenue."

Art. 46. L'article 1191 du même Code, remplacé par la loi du 11 août 2017, est remplacé par ce qui suit:

"Art. 1191. Néanmoins, si les intérêts protégés énumérés aux articles 1186 à 1190 ainsi qu'à l'article 1193^{quater}, § 2, exigeaient que les immeubles fussent en tout ou en partie vendus dans un ou plusieurs cantons autres que celui de la situation du bien, il en est fait mention suivant le cas, dans l'ordonnance du juge de paix, dans la décision d'autorisation du tribunal de la famille, dans celle du juge-commissaire de la faillite ou dans celle du tribunal de l'entreprise. Le juge de paix, le tribunal de la famille, le juge-commissaire ou le tribunal de l'entreprise désigne en même temps le juge de paix qui veille, le cas échéant, à la sauvegarde des intérêts en cause."

Art. 47. À l'article 1192 du même Code, remplacé par la loi du 11 août 2017, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le texte néerlandais du paragraphe 1^{er}, alinéa 3, le mot "tot" est inséré entre le mot "over" et les mots "de bekendmaking";

2° dans le paragraphe 2, les mots "des successions vacantes ou les curateurs des masses faillies" sont remplacés par les mots "des successions vacantes, les curateurs des masses faillies ou les liquidateurs d'une personne morale".

Art. 48. Dans l'article 1193, alinéa 1^{er}, du même Code, remplacé par la loi du 15 avril 2018, les mots "et 1193^{ter}" sont remplacés par les mots ", 1193^{ter} et 1193^{quater}, § 3".

Art. 49. À l'article 1193^{bis} du même Code, inséré par la loi du 18 février 1981 et remplacé par la loi du 11 août 2017, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans l'alinéa 3, les mots "à laquelle est joint un projet d'acte de vente établi par un notaire ainsi qu'un rapport d'expertise. Le projet d'acte" sont remplacés par les mots ". Il y est joint un projet d'acte de vente établi par un notaire, un rapport d'expertise et un certificat de l'Administration générale de la Documentation patrimoniale du Service Public Fédéral Finances relatant les inscriptions existantes et toute transcription de commandement ou de saisie portant sur les immeubles qui doivent être vendus ainsi que, le cas échéant, le résultat des recherches après consultation du Registre des gages. Le rapport d'expertise est établi par l'expert désigné par le notaire ayant rédigé le projet d'acte. Le projet d'acte";

De artikelen 1079 tot 1081, 1087, 1092 tot 1094/1 en 1097 zijn van toepassing op dit verzoekschrift en op de memories die de partijen met elkaar uitwisselen."

Art. 43. In artikel 1187 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 11 augustus 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid, worden de woorden "of aan personen die geïnterneerd zijn ingevolge de wet op de bescherming van de maatschappij," opgeheven;

2° in het tweede lid, worden de woorden "en bevoorrechte schuldeisers" vervangen door de woorden "schuldeisers, de ingeschreven bevoorrechte schuldeisers en desgevallend de in het Pandregister geregistreerde schuldeisers,";

3° in hetzelfde lid, wordt de tweede zin aangevuld met de woorden "en zij die een vordering ingesteld krachtens artikel 5.243 van het Burgerlijk Wetboek hebben laten kantmelden".

Art. 44. In de Franse tekst van artikel 1189, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 11 augustus 2017, wordt het woord "où" vervangen door het woord "ou".

Art. 45. In artikel 1189/1 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 11 augustus 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden "en bevoorrechte schuldeisers" vervangen door de woorden "schuldeisers, de ingeschreven bevoorrechte schuldeisers en desgevallend de in het Pandregister geregistreerde schuldeisers,";

2° in het eerste lid wordt de derde zin aangevuld met de woorden "en zij die een vordering ingesteld krachtens artikel 5.243 van het Burgerlijk Wetboek hebben laten kantmelden";

3° het derde lid wordt vervangen als volgt: "Geen van de mede-eigenaars moet de machtiging van de familierechtbank bekomen indien zij die een machtiging moeten vragen op basis van artikel 1187 deze hebben bekomen."

Art. 46. Artikel 1191 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 11 augustus 2017, wordt vervangen als volgt:

"Art. 1191. Indien het evenwel met het oog op de beschermde belangen bedoeld in de artikelen 1186 tot 1190 evenals in artikel 1193^{quater}, § 2, vereist is dat de onroerende goederen geheel of gedeeltelijk worden verkocht in een of meer andere kantons dan dat waar het goed gelegen is, wordt zulks naargelang van het geval vermeld in de beschikking van de vrederechter, in de beslissing tot machtiging van de familierechtbank, van de rechter-commissaris van het faillissement of van de ondernemingsrechtbank. De vrederechter, de familierechtbank, de rechter-commissaris of de ondernemingsrechtbank wijst tegelijkertijd de vrederechter aan die, in voorkomend geval, waakt over de bescherming van de betrokken belangen."

Art. 47. In artikel 1192 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 11 augustus 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, derde lid, wordt het woord "tot" ingevoegd tussen het woord "over" en de woorden "de bekendmaking";

2° in paragraaf 2 worden de woorden "de onbeheerde nalatenschappen of de curatoren van de failliete boedels" vervangen door de woorden "de onbeheerde nalatenschappen, de curatoren van de failliete boedels of de vereffenaars van een rechtspersoon".

Art. 48. In artikel 1193, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 15 april 2018, worden de woorden "en 1193^{ter}" vervangen door de woorden ", 1193^{ter} en 1193^{quater}, § 3".

Art. 49. In artikel 1193^{bis} van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 18 februari 1981 en vervangen bij de wet van 11 augustus 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het derde lid worden de woorden "waarbij een door een notaris opgemaakt ontwerp van verkoopakte, alsook een schattingsverslag wordt gevoegd. De ontwerpakte" vervangen door de woorden ". Hierbij voegen zij een door een notaris opgemaakt ontwerp van verkoopakte, een schattingsverslag en een getuigschrift van de Algemene Administratie van de Patrimoniumdocumentatie van de Federale Overheidsdienst Financiën met vermelding van de bestaande inschrijvingen en alle overschrijvingen van een bevel of een beslag betreffende de te verkopen onroerende goederen evenals, desgevallend, het resultaat van de opzoeking na raadpleging van het Pandregister. Het schattingsverslag wordt opgemaakt door de deskundige aangewezen door de notaris die de ontwerpakte heeft opgesteld. De ontwerpakte";

2° dans l'alinéa 4, les mots "ou privilégiés inscrits, ceux" sont remplacés par les mots "inscrits, les créanciers privilégiés inscrits, le cas échéant les créanciers enregistrés au Registre des gages, les créanciers";

3° dans l'alinéa 4, les mots "et ceux qui ont fait mention en marge d'une action intentée sur la base de l'article 5.243 du Code civil" sont insérés entre les mots "un exploit de saisie" et les mots "ainsi que les personnes".

Art. 50. À l'article 1193ter du même Code, inséré par la loi du 18 février 1981, remplacé par la loi du 15 avril 2018 et modifié en dernier lieu par la loi du 11 juillet 2018, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots "désigné par le juge-commissaire" sont remplacés par les mots "désigné par le curateur";

2° dans l'alinéa 2, les mots "ou privilégiés inscrits, ceux" sont remplacés par les mots "inscrits, les créanciers privilégiés inscrits, le cas échéant les créanciers enregistrés au Registre des gages, les créanciers";

3° dans l'alinéa 2, les mots "et ceux qui ont fait mention en marge d'une action intentée sur la base de l'article 5.243 du Code civil" sont insérés entre les mots "un exploit de saisie" et les mots "de même que le failli";

4° dans l'alinéa 2, les mots "et, le cas échéant, les autres copropriétaires" sont insérés entre les mots "de même que le failli" et les mots "doivent être appelés";

5° dans l'alinéa 2, les mots "telle que la fixation d'un prix de vente minimum" sont abrogés.

Art. 51. Dans la quatrième partie, livre IV, chapitre IV, du même Code, il est inséré un article 1193quater rédigé comme suit:

"Art. 1193quater. § 1^{er}. Si le liquidateur d'une personne morale souhaite bénéficier de la purge conformément à l'article 1326 pour la vente publique ou la vente de gré à gré à laquelle il procède conformément aux articles 2:87, § 3, 2:88, § 1^{er}, 4° ou 5°, 2:121, § 3 ou 2:122, § 1^{er}, 4° ou 5°, du Code des sociétés et des associations, il doit en outre obtenir préalablement à cette vente une autorisation du tribunal de l'entreprise. En cas de dissolution judiciaire, l'autorisation prévue par les articles 2:88 ou 2:122 du Code des sociétés et des associations et celle prévue par le présent paragraphe peuvent être demandées simultanément.

§ 2. Si le tribunal accorde l'autorisation de vendre l'immeuble publiquement avec bénéfice de la purge, il désigne en même temps un notaire par le ministère duquel la vente publique aura lieu. Le liquidateur ainsi que, le cas échéant, le juge de paix du canton de la situation de l'immeuble veillent, chacun pour ce qui le concerne, à la sauvegarde des intérêts en cause.

§ 3. Le liquidateur peut demander, par requête motivée, au tribunal de l'entreprise l'autorisation de vendre de gré à gré avec bénéfice de la purge. Le liquidateur soumet au tribunal un projet d'acte de vente, établi par un notaire désigné par le liquidateur, et lui expose les motifs pour lesquels la vente de gré à gré s'impose.

Il y joint un rapport d'expertise établi par l'expert désigné par le notaire ayant rédigé le projet d'acte et un certificat de l'Administration générale de la Documentation patrimoniale du Service Public Fédéral Finances, postérieur à l'ouverture de la procédure de liquidation, relatant les inscriptions existantes et toute transcription de commandement ou de saisie portant sur l'immeuble qui doit être vendu ainsi que, le cas échéant, le résultat des recherches après consultation du Registre des gages. Les créanciers hypothécaires inscrits, les créanciers privilégiés inscrits, le cas échéant les créanciers enregistrés au Registre des gages, les créanciers qui ont fait transcrire un commandement ou un exploit de saisie et ceux qui ont fait mention en marge d'une action intentée sur la base de l'article 5.243 du Code civil de même que la personne morale en liquidation et, le cas échéant, les copropriétaires doivent être appelés à la procédure d'autorisation par pli judiciaire notifié au moins huit jours avant l'audience. La rétribution due vaut comme frais de greffe. Ils peuvent demander au tribunal que l'autorisation de vendre de gré à gré soit subordonnée à certaines conditions.

2° in het vierde lid worden de woorden "of bevoorrechte schuldeisers, zij" vervangen door de woorden "schuldeisers, de ingeschreven bevoorrechte schuldeisers, desgevallend de in het Pandregister geregistreerde schuldeisers, de schuldeisers";

3° in het vierde lid worden de woorden "en zij die een vordering ingesteld krachtens artikel 5.243 van het Burgerlijk Wetboek hebben laten kantmelden" ingevoegd tussen de woorden "doen overschrijven" en de woorden ", alsook de personen".

Art. 50. In artikel 1193ter van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 18 februari 1981, vervangen bij de wet van 15 april 2018 en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 11 juli 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden "door een notaris, aangewezenen door de rechter-commissaris, opgemaakt ontwerp van verkoopakte voor" vervangen door de woorden "ontwerp van verkoopakte opgemaakt door een door de curator aangewezen notaris voor";

2° in het tweede lid worden de woorden "of bevoorrechte schuldeisers, de personen" vervangen door de woorden "schuldeisers, de ingeschreven bevoorrechte schuldeisers, desgevallend de in het Pandregister geregistreerde schuldeisers, de schuldeisers";

3° in het tweede lid worden de woorden "en zij die een vordering ingesteld krachtens artikel 5.243 van het Burgerlijk Wetboek hebben laten kantmelden," ingevoegd tussen de woorden "doen overschrijven" en de woorden "en de gefailleerde";

4° in het tweede lid worden de woorden "en de gefailleerde" vervangen door de woorden "de gefailleerde en desgevallend de andere mede-eigenaars";

5° in het tweede lid worden de woorden "zoals een minimumverkoopprijs" opgeheven.

Art. 51. In deel IV, boek IV, hoofdstuk IV, van hetzelfde Wetboek wordt een artikel 1193quater ingevoegd, luidende:

"Art. 1193quater. § 1. Indien de vereffenaar van een rechtspersoon van de zuivering wenst te genieten overeenkomstig artikel 1326 voor de openbare verkoop of de verkoop uit de hand waartoe hij overgaat op basis van de artikelen 2:87, § 3, 2:88, § 1, 4° of 5°, 2:121, § 3, of 2:122, § 1, 4° of 5°, van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen dient hij, voorafgaandelijk aan deze verkoop, bovendien een machtiging te verkrijgen van de ondernemingsrechtbank. Bij gerechtelijke ontbinding kunnen de machtiging bepaald in de artikelen 2:88 of 2:122 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen en deze bedoeld in deze paragraaf tegelijkertijd gevorderd worden.

§ 2. Indien de rechtbank machtiging verleent om het onroerend goed openbaar te verkopen met zuiverende werking, wijst hij tegelijk een notaris aan, door wiens ambtelijke tussenkomst de openbare verkoping zal geschieden. De vereffenaar en, in voorkomend geval, de vrederechter van het kanton waar het onroerend goed gelegen is, waken, elk voor wat hen betreft, over de bescherming van de betrokken belangen.

§ 3. De vereffenaar kan bij een met redenen omkleed verzoekschrift aan de ondernemingsrechtbank de machtiging vragen om uit de hand te verkopen met zuiverende werking. De vereffenaar legt aan de rechtbank een ontwerp van verkoopakte voor, opgemaakt door een door de vereffenaar aangewezen notaris, onder opgave van de redenen waarom de verkoop uit de hand geboden is.

Hierbij voegt hij een schattingsverslag, opgemaakt door de deskundige aangewezen door de notaris die de ontwerpakte heeft opgesteld en een getuigschrift van de Algemene Administratie van de Patrimoniumdocumentatie van de Federale Overheidsdienst Financiën, na de invereffeningstelling opgesteld, met vermelding van de bestaande inschrijvingen en alle overschrijvingen van een bevel of een beslag betreffende het te verkopen onroerend goed evenals, desgevallend, het resultaat van de opzoeking na raadpleging van het Pandregister. De ingeschreven hypothecaire schuldeisers, de ingeschreven bevoorrechte schuldeisers, desgevallend de in het Pandregister geregistreerde schuldeisers, de schuldeisers die een bevel of een beslagexploot hebben doen overschrijven en zij die een vordering ingesteld krachtens artikel 5.243 van het Burgerlijk Wetboek hebben laten kantmelden evenals de rechtspersoon in vereffening en, desgevallend, de mede-eigenaars dienen tot de machtigingsprocedure te worden opgeroepen bij gerechtsbrief die ten minste acht dagen voor de zitting betekend wordt. De verschuldigde retributie geldt als griffiekost. Zij kunnen van de rechtbank vorderen dat de machtiging om uit de hand te verkopen afhankelijk wordt gesteld van bepaalde voorwaarden.

L'autorisation pour vendre avec bénéfice de la purge est accordée si l'intérêt de la masse à liquider l'exige. L'ordonnance doit indiquer expressément la raison pour laquelle la vente de gré à gré sert l'intérêt de la masse à liquider et mentionne l'identité des créanciers dûment appelés à la procédure. Le recours à cette forme de vente peut être subordonné à la fixation d'un prix minimum.

La vente doit avoir lieu conformément au projet d'acte admis par le tribunal et par le ministère du notaire qui l'a rédigé. Le demandeur ou les créanciers intervenants peuvent interjeter appel de l'ordonnance du tribunal, conformément à l'article 1031."

Art. 52. à l'article 1253ter/1 du même Code, inséré par la loi du 30 juillet 2013 et modifié en dernier lieu par la loi du 6 novembre 2022 les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le paragraphe 2, alinéa 2, les mots "au paragraphe 3" sont remplacés par les mots "aux articles 734/1 à 734/4";

2° le paragraphe 3 est abrogé.

Art. 53. Dans l'article 1253ter/3, § 2, du même Code, inséré par la loi du 30 juillet 2013 et modifié en dernier lieu par la loi du 15 juin 2018, les mots "1253ter/1, § 3, alinéa 2" sont remplacés par les mots "734/1, § 2".

Art. 54. Dans l'article 1253quater, a), du même Code, inséré par la loi du 14 juillet 1976 et modifié en dernier lieu par la loi du 15 juin 2018, les mots "1253ter/1, § 3, alinéa 2" sont remplacés par les mots "734/1, § 2".

Art. 55. L'article 1326 du même Code, remplacé par la loi du 11 août 2017, est remplacé par ce qui suit:

"Art. 1326. § 1^{er}. Les ventes d'immeubles qui appartiennent en totalité au débiteur admis au règlement collectif de dettes, au failli, à un débiteur en réorganisation judiciaire par transfert sous autorité de justice, à une personne morale en liquidation, à un mineur, à un présumé absent, à une personne protégée qui, en vertu de l'article 492/1 de l'ancien Code civil, a été déclarée incapable d'aliéner des immeubles, à une succession vacante, à une succession acceptée sous bénéfice d'inventaire, emportent délégation du prix au profit des créanciers hypothécaires inscrits, des créanciers privilégiés inscrits, le cas échéant des créanciers enregistrés au Registre des gages, des créanciers qui ont fait transcrire un commandement ou un exploit de saisie ainsi qu'au profit des créanciers qui ont fait mention en marge d'une action intentée sur la base de l'article 5.243 du Code civil, à condition:

1° que ces créanciers aient été appelés par le notaire à suivre les opérations de vente dans le cadre d'une vente publique autorisée ou ordonnée. Cet appel a lieu par exploit d'huissier ou courrier recommandé avec accusé de réception au moins huit jours avant le jour de la vente ou, en cas d'enchères dématérialisées, au moins huit jours avant le jour de l'ouverture des enchères; ou

2° qu'ils aient été appelés par le greffe à la procédure d'autorisation dans le cadre d'une vente de gré à gré. Cet appel a lieu par pli judiciaire notifié au moins huit jours avant l'audience.

Le présent paragraphe est également applicable à la vente autorisée ou ordonnée sur saisie d'un immeuble qui appartient en totalité ou pour partie au saisi, sauf en cas d'application de l'article 1561, auquel cas la vente intervient dans le cadre d'une liquidation-partage judiciaire conformément au paragraphe 3.

§ 2. Les ventes d'immeubles indivis qui appartiennent pour partie au débiteur admis au règlement collectif de dettes, au failli, à un débiteur en réorganisation judiciaire par transfert sous autorité de justice, à une personne morale en liquidation qui a obtenu le bénéfice de la purge, à un mineur, à un présumé absent, à une personne protégée qui, en vertu de l'article 492/1 de l'ancien Code civil, a été déclarée incapable d'aliéner des immeubles, à une succession vacante, à une succession acceptée sous bénéfice d'inventaire, et à d'autres personnes, emportent délégation du prix au profit des créanciers énumérés au paragraphe 1^{er} qui ont été appelés par le greffe à la procédure d'autorisation de la vente. Cet appel a lieu par pli judiciaire notifié au moins huit jours avant l'audience.

De machtiging om te verkopen met zuiverende werking wordt verleend indien het belang van de te vereffenen boedel zulks vereist. De beschikking bepaalt uitdrukkelijk waarom de verkoop uit de hand het belang van de te vereffenen boedel dient en vermeldt de identiteit van de schuldeisers die naar behoren bij de procedure werden opgeroepen. Deze vorm van verkoop kan van de vaststelling van een minimumprijs afhankelijk worden gesteld.

De verkoping moet overeenkomstig de door de rechtbank aangenomen ontwerpakte geschieden, door de ambtelijke tussenkomst van de notaris die deze heeft opgesteld. Hoger beroep tegen de beschikking van de rechtbank kan ingesteld worden door de verzoeker of door de tussenkomende schuldeisers op de wijze bepaald in artikel 1031."

Art. 52. In artikel 1253ter/1 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 30 juli 2013 en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 6 november 2022, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 2, tweede lid, worden de woorden "paragraaf 3" vervangen door de woorden "de artikelen 734/1 tot 734/4";

2° paragraaf 3 wordt opgeheven.

Art. 53. In artikel 1253ter/3, § 2, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 30 juli 2013 en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 15 juni 2018, worden de woorden "1253ter/1, § 3, tweede lid" vervangen door de woorden "734/1, § 2".

Art. 54. In artikel 1253quater, a) van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 14 juli 1976 en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 15 juni 2018, worden de woorden "1253ter/1, § 3, tweede lid" vervangen door de woorden "734/1, § 2".

Art. 55. Artikel 1326 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 11 augustus 2017, wordt vervangen als volgt:

"Art. 1326. § 1. De verkopen van onroerende goederen die geheel toebehoren aan de schuldenaar toegelaten tot de collectieve schuldenregeling, de gefailleerde, de schuldenaar in gerechtelijke reorganisatie door overdracht onder gerechtelijk gezag, de rechtspersoon in vereffening, minderjarigen, vermoedelijk afwezigen, beschermde personen die krachtens artikel 492/1 van het oud Burgerlijk Wetboek onbekwaam werden verklaard om onroerende goederen te vervreemden, een onbeheerde nalatenschap, een nalatenschap aanvaard onder voorrecht van boedelbeschrijving, brengen overwijzing van de prijs met zich mee ten behoeve van de ingeschreven hypothecaire schuldeisers, de ingeschreven bevoorrechte schuldeisers, desgevallend de in het Pandregister geregistreerde schuldeisers, van de schuldeisers die een bevel of beslagexploot hebben doen overschrijven alsook ten behoeve van de schuldeisers die een vordering ingesteld krachtens artikel 5.243 van het Burgerlijk Wetboek hebben laten kantmelden, op voorwaarde:

1° dat deze schuldeisers in het kader van de gemachtigde of bevolen openbare verkoop werden opgeroepen door de notaris om de verkoopsverrichtingen te volgen. Deze oproeping gebeurt bij deurwaardersexploot of aangetekende zending met ontvangstbewijs ten minste acht dagen voor de dag van de verkoop, of, bij gedematerialiseerde biedingen, ten minste acht dagen voor de dag van de aanvang van de biedingsperiode; of

2° dat zij in het kader van de verkoop uit de hand door de griffie tot de machtigingsprocedure werden opgeroepen. Deze oproeping gebeurt bij gerechtsbrief die ten minste acht dagen voor de zitting ter kennis wordt gegeven.

Deze paragraaf is eveneens van toepassing op de gemachtigde of bevolen verkoop van een onroerend goed op beslag dat geheel of deels toebehoort aan de beslagene, tenzij in geval van toepassing van artikel 1561, in welk geval deze verkoop plaatsvindt in het kader van een gerechtelijke vereffening-verdeling overeenkomstig paragraaf 3.

§ 2. De verkopen van onverdeelde onroerende goederen deels toebehorend aan de schuldenaar toegelaten tot de collectieve schuldenregeling, de gefailleerde, de schuldenaar in gerechtelijke reorganisatie door overdracht onder gerechtelijk gezag, de rechtspersoon in vereffening die het voordeel van de zuivering heeft bekomen, minderjarigen, vermoedelijk afwezigen, beschermde personen die krachtens artikel 492/1 van het oud Burgerlijk Wetboek onbekwaam werden verklaard om onroerende goederen te vervreemden, een onbeheerde nalatenschap of een nalatenschap aanvaard onder voorrecht van boedelbeschrijving, en aan andere personen, brengen overwijzing mee van de prijs ten behoeve van de in paragraaf 1 opgesomde schuldeisers die door de griffie werden opgeroepen tot de machtigingsprocedure van de verkoop. Deze oproeping gebeurt bij gerechtsbrief die ten minste acht dagen voor de zitting ter kennis wordt gegeven.

§ 3. Pour les ventes intervenant dans le cadre d'une liquidation-partage judiciaire, les règles spécifiques suivantes sont d'application:

1° la vente publique emporte délégation de prix au profit des créanciers énumérés au paragraphe 1^{er} qui ont été appelés par le notaire à suivre les opérations de vente. Cet appel a lieu par exploit d'huissier ou courrier recommandé avec accusé de réception au moins huit jours avant le jour de la vente ou, en cas d'enchères dématérialisées, au moins huit jours avant le jour de l'ouverture des enchères;

2° la vente de gré à gré emporte délégation de prix au profit des créanciers énumérés au paragraphe 1^{er} qui ont été appelés par le greffe à la procédure d'autorisation, pour autant que les parties vendeuses se soient volontairement soumises à la procédure d'autorisation visée à l'article 1193bis. Cet appel a lieu par pli judiciaire notifié au moins huit jours avant l'audience.

§ 4. Si, en application des paragraphes 2 et 3, la délégation de prix peut être obtenue dans le cadre de différentes procédures, il suffit que les créanciers énumérés au paragraphe 1^{er} aient été appelés dans le cadre de l'une de ces procédures pour obtenir la purge.

§ 5. Les ventes d'immeubles emportent également de plein droit délégation de prix à l'égard des créanciers énumérés au paragraphe 1^{er} dont l'inscription, la transcription, l'enregistrement au Registre des gages ou la mention en marge sont postérieurs à l'appel prévu aux paragraphes 1^{er} à 3, sans que ces créanciers doivent être appelés.

§ 6. Le titre de l'acquéreur se compose de l'acte sans qu'il soit besoin d'y annexer et de transcrire l'ordonnance ou le jugement d'autorisation."

Art. 56. Dans le texte néerlandais de l'article 1389bis/7 du même Code, inséré par la loi du 29 mai 2000 et modifié par les lois des 27 mars 2006 et 14 janvier 2013, le mot "eensluitend" est abrogé.

Art. 57. À l'article 1409 du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 6 mai 2009, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans les paragraphes 1^{er} et 1^{er}bis:

a) les mots "35.000 F" sont chaque fois remplacés par les mots "1.706 euros";

b) les mots "32.000 F" sont chaque fois remplacés par les mots "1.560 euros";

c) les mots "29.000 F" sont chaque fois remplacés par les mots "1.414 euros";

d) les mots "27.000 F" sont chaque fois remplacés par les mots "1.316 euros";

e) les mots "50 euros" sont chaque fois remplacés par les mots "81 euros".

2° dans le paragraphe 2:

a) dans l'alinéa 1^{er}, les mots "et sans préjudice de l'application du paragraphe 3," sont insérés entre les mots "Chaque année," et les mots "le Roi";

b) dans l'alinéa 1^{er}, les mots "des prix à la consommation" sont remplacés par les mots "santé lissé";

c) dans l'alinéa 2, les mots "de novembre 1989" sont remplacés par les mots "de novembre 2022";

d) dans l'alinéa 2, les mots "de la publication au *Moniteur belge* de la loi du 24 mars 2000 modifiant les articles 1409, 1409bis, 1410 et 1411 du Code judiciaire, en vue d'adapter la quotité non cessible ou non saisissable de la rémunération" sont remplacés par les mots "de novembre 2022";

e) dans l'alinéa 4, les mots "l'article 2, § 1^{er}, 1°, de la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence, en vigueur au 1^{er} janvier de l'année suivant celle de l'adaptation, arrondi au millier supérieur" sont remplacés par les mots "l'article 14, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale, en vigueur au 1^{er} janvier de l'année suivant celle de l'adaptation, arrondi au centième supérieur";

f) dans l'alinéa 5, les mots "Dans les quinze premiers jours du mois de" sont remplacés par les mots "Avant le 31";

§ 3. Voor de verkopen die plaatsvinden in het kader van een gerechtelijke vereffening-verdeling, is volgende bijzondere regeling van toepassing:

1° de openbare verkoop brengt overwijzing mee van de prijs ten behoeve van de in paragraaf 1 opgesomde schuldeisers die door de notaris werden opgeroepen om de verkoopverrichtingen te volgen. Deze oproeping gebeurt bij deurwaardersexploot of aangetekende zending met ontvangstbewijs ten minste acht dagen voor de dag van de verkoop, of, bij gedematerialiseerde biedingen, ten minste acht dagen voor de dag van de aanvang van de biedingsperiode;

2° de verkoop uit de hand brengt overwijzing mee van de prijs ten behoeve van de in paragraaf 1 opgesomde schuldeisers die door de griffie werden opgeroepen tot de machtigingsprocedure, voor zover de verkopende partijen zich vrijwillig onderworpen hebben aan de procedure van machtiging bedoeld in artikel 1193bis. Deze oproeping gebeurt bij gerechtsbrief die ten minste acht dagen voor de zitting ter kennis wordt gegeven.

§ 4. Indien uit de toepassing van paragrafen 2 en 3 blijkt dat de overwijzing van de prijs kan worden bekomen in het kader van verschillende procedures, volstaat het dat de schuldeisers opgesomd in paragraaf 1 werden opgeroepen bij een van deze procedures om de zuivering te bewerkstelligen.

§ 5. Tegenover de schuldeisers opgesomd in paragraaf 1, van wie de inschrijving, overschrijving, registratie in het Pandregister of kantmelding dateert van na de oproeping voorzien in de paragrafen 1 tot 3, brengen de verkopen van onroerende goederen eveneens van rechtswege overwijzing mee van de prijs, zonder dat deze schuldeisers moeten worden opgeroepen.

§ 6. De titel van de koper bestaat uit de akte zonder dat de beschikking of het vonnis tot machtiging hieraan toegevoegd dient te worden of overgeschreven moet worden."

Art. 56. In artikel 1389bis/7 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 29 mei 2000 en gewijzigd bij de wetten van 27 maart 2006 en 14 januari 2013, wordt het woord "eensluitend" opgeheven.

Art. 57. In artikel 1409 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 6 mei 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragrafen 1 en 1bis:

a) de woorden "35.000 frank" worden telkens vervangen door de woorden "1.706 euro";

b) de woorden "32.000 frank" worden telkens vervangen door de woorden "1.560 euro";

c) de woorden "29.000 frank" worden telkens vervangen door de woorden "1.414 euro";

d) de woorden "27.000 frank" worden telkens vervangen door de woorden "1.316 euro";

e) de woorden "50 euro" worden telkens vervangen door de woorden "81 euro".

2° in paragraaf 2:

a) in het eerste lid worden de woorden "en onverminderd de toepassing van paragraaf 3" ingevoegd tussen de woorden "Elk jaar" en de woorden "past de Koning";

b) in het eerste lid worden de woorden "het indexcijfer van de consumptieprijzen" vervangen door de woorden "de afgevlakte gezondheidsindex";

c) in het tweede lid worden de woorden "november 1989" vervangen door de woorden "november 2022";

d) in het tweede lid worden de woorden "dat van de maand van de publicatie in het *Belgisch Staatsblad* van de wet van 24 maart 2000 tot wijziging van de artikelen 1409, 1409bis, 1410 en 1411 van het Gerechtelijk Wetboek, met het oog op de aanpassing van het bedrag van het loon dat niet vatbaar is voor overdracht of beslag" vervangen door de woorden "dat van de maand november 2022";

e) in het vierde lid worden de woorden "artikel 2, § 1, 1°, van de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum, dat van kracht zal zijn op 1 januari van het jaar volgend op de aanpassing, afgerond tot het hogere duizendtal" vervangen door de woorden "artikel 14, § 1, eerste lid, van de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie, dat van kracht zal zijn op 1 januari van het jaar volgend op de aanpassing, afgerond tot het hogere honderdtal";

f) in het vijfde lid worden de woorden "Binnen de eerste vijftien dagen van de maand" vervangen door de woorden "Voor 31";

3° il est inséré un paragraphe *2bis* rédigé comme suit:

“§ *2bis*. Le Roi procède également à l’adaptation prévue au paragraphe 2 si en cours d’année l’augmentation ou la diminution de l’indice dépasse 5 % par rapport à la dernière adaptation.

Les nouveaux montants sont publiés au cours du mois qui suit l’augmentation ou la diminution. Ils entrent en vigueur le premier jour du mois qui suit celui de leur publication au *Moniteur belge*.”;

4° dans le paragraphe 3:

a) dans l’alinéa 1^{er}, les mots “après avis du Conseil national du travail” sont remplacés par les mots “par arrêté délibéré en Conseil des ministres”;

b) l’alinéa 2 est remplacé par deux alinéas rédigés comme suit:

“Les nouveaux montants entrent en vigueur le premier jour du mois qui suit celui de leur publication au *Moniteur belge*. Ils cessent d’être en vigueur à la date prévue par le Roi ou, à défaut, le 31 décembre de l’année de leur entrée en vigueur et au plus tard un an à compter de leur entrée en vigueur.

Au cours du dernier mois durant lequel ils sont en vigueur, le Roi procède à l’adaptation prévue au paragraphe 2 ou au présent paragraphe. Si l’adaptation a lieu sur la base du paragraphe 2, il prend en compte l’indice du mois qui précède l’adaptation. Les nouveaux montants entrent en vigueur le premier jour du mois qui suit leur adaptation.”

Art. 58. L’article 1561, alinéa 1^{er}, du même Code, est complété par la phrase suivante:

“Dans ces hypothèses, les articles 1207 et suivants s’appliquent.”

Art. 59. À l’article 1580*bis*, alinéa 3, du même Code, inséré par la loi du 5 juillet 1998 et remplacé par la loi du 11 août 2017, les modifications suivantes sont apportées:

1° les mots “ou privilégiés inscrits, ceux” sont remplacés par les mots “inscrits, les créanciers privilégiés inscrits, le cas échéant les créanciers enregistrés au Registre des gages, les créanciers”;

2° les mots “et ceux qui ont fait mention en marge d’une action intentée sur la base de l’article 5.243 du Code civil” sont insérés entre les mots “un exploit de saisie” et les mots “, le saisi et,”.

Art. 60. À l’article 1580*ter* du même Code, inséré par la loi du 5 juillet 1998 et remplacé par la loi du 11 août 2017, les modifications suivantes sont apportées:

1° l’alinéa 1^{er} est complété par la phrase suivante:

“Il y joint un rapport d’expertise établi par l’expert désigné par le notaire ayant rédigé le projet d’acte et un certificat de l’Administration générale de la Documentation patrimoniale du Service Public Fédéral Finances relatant les inscriptions existantes et toute transcription de commandement ou de saisie portant sur les immeubles qui doivent être vendus ainsi que, le cas échéant, le résultat des recherches après consultation du Registre des gages.”;

2° dans l’alinéa 2, les mots “ou privilégiés inscrits, ceux” sont remplacés par les mots “inscrits, les créanciers privilégiés inscrits, le cas échéant les créanciers enregistrés au Registre des gages, les créanciers”;

3° dans l’alinéa 2, les mots “et ceux qui ont fait mention en marge d’une action intentée sur la base de l’article 5.243 du Code civil” sont insérés entre les mots “un exploit de saisie” et les mots “, ainsi que le saisi”.

Art. 61. À l’article 1582, alinéa 3, du même Code, remplacé par la loi du 15 avril 2018, les modifications suivantes sont apportées:

1° les mots “ou privilégiés inscrits, ceux” sont remplacés par les mots “inscrits, les créanciers privilégiés inscrits, le cas échéant les créanciers enregistrés au Registre des gages, les créanciers”;

2° les mots “et ceux qui ont fait mention en marge d’une action intentée sur la base de l’article 5.243 du Code civil” sont insérés entre les mots “un exploit de saisie” et les mots “ainsi que le débiteur”.

3° een paragraaf *2bis* wordt ingevoegd, luidende:

“§ *2bis*. De Koning verricht de in paragraaf 2 bedoelde aanpassing eveneens indien de stijging of daling van het indexcijfer in de loop van het jaar meer dan 5 % bedraagt ten opzichte van de laatste aanpassing.

De nieuwe bedragen worden bekendgemaakt binnen de maand die volgt op de verhoging of verlaging. Ze treden in werking vanaf de eerste dag van de maand na die waarin ze zijn bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.”;

4° in paragraaf 3:

a) in het eerste lid worden de woorden “na advies van de Nationale Arbeidsraad” vervangen door de woorden “bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad”;

b) het tweede lid wordt vervangen door twee leden, luidende:

“De nieuwe bedragen treden in werking vanaf de eerste dag van de maand na die waarin ze zijn bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*. Ze treden uit werking op de door de Koning bepaalde datum of, bij gebreke daarvan, op 31 december van het jaar van hun inwerkingtreding en uiterlijk één jaar na hun inwerkingtreding.

Tijdens de laatste maand waarin zij van kracht zijn, verricht de Koning de in paragraaf 2 of in deze paragraaf bedoelde aanpassing. Indien de aanpassing geschiedt op basis van paragraaf 2, houdt hij rekening met het indexcijfer van de maand die aan de aanpassing voorafgaat. De nieuwe bedragen treden in werking op de eerste dag van de maand die volgt op hun aanpassing.”

Art. 58. Artikel 1561, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, wordt aangevuld met de volgende zin:

“In voormelde gevallen zijn de artikelen 1207 en volgende van toepassing.”

Art. 59. In artikel 1580*bis*, derde lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 5 juli 1998 en vervangen bij de wet van 11 augustus 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden “of bevoorrechte schuldeisers, degenen” worden vervangen door de woorden “schuldeisers, de ingeschreven bevoorrechte schuldeisers, desgevallend de in het Pandregister geregistreerde schuldeisers, de schuldeisers”;

2° de woorden “en zij die een vordering ingesteld krachtens artikel 5.243 van het Burgerlijk Wetboek hebben laten kantmelden” worden ingevoegd tussen de woorden “laten overschrijven” en de woorden “, de beslagene”.

Art. 60. In artikel 1580*ter* van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 5 juli 1998 en vervangen bij de wet van 11 augustus 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het eerste lid wordt aangevuld met de volgende zin:

“Hierbij voegt hij een schattingsverslag opgemaakt door een deskundige aangewezen door de notaris die de ontwerpakte heeft opgesteld en een getuigschrift van de Algemene Administratie van de Patrimoniumdocumentatie van de Federale Overheidsdienst Financiën met vermelding van de bestaande inschrijvingen en alle overschrijvingen van een bevel of een beslag betreffende de te verkopen onroerende goederen evenals desgevallend het resultaat van de opzoeking na raadpleging van het Pandregister.”;

2° in het tweede lid worden de woorden “of bevoorrechte schuldeisers, degenen” vervangen door de woorden “schuldeisers, de ingeschreven bevoorrechte schuldeisers, desgevallend de in het Pandregister geregistreerde schuldeisers, de schuldeisers”;

3° in het tweede lid worden de woorden “en zij die een vordering ingesteld krachtens artikel 5.243 van het Burgerlijk Wetboek hebben laten kantmelden” ingevoegd tussen de woorden “laten overschrijven” en de woorden “, de beslagene”.

Art. 61. In artikel 1582, derde lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 15 april 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden “of bevoorrechte schuldeisers, degenen” worden vervangen door de woorden “schuldeisers, de ingeschreven bevoorrechte schuldeisers, desgevallend de in het Pandregister geregistreerde schuldeisers, de schuldeisers”;

2° de woorden “en zij die een vordering ingesteld krachtens artikel 5.243 van het Burgerlijk Wetboek hebben laten kantmelden” worden ingevoegd tussen de woorden “doen overschrijven” en de woorden “en de schuldenaar”.

Art. 62. À l'article 1639, alinéa 2, du même Code, remplacé par la loi du 11 août 2017, les modifications suivantes sont apportées:

1° les mots "intervenant dans le cadre d'une procédure d'insolvabilité ou dans le cadre de la liquidation d'une" sont remplacés par les mots "de l'immeuble appartenant à un débiteur admis au règlement collectif de dettes, un failli, un débiteur en réorganisation judiciaire par transfert sous autorité de justice, une personne morale en liquidation qui a obtenu le bénéfice de la purge ou une";

2° les mots "et privilégiés spéciaux" sont remplacés par les mots "inscrits, des créanciers privilégiés spéciaux et, le cas échéant, des créanciers enregistrés au Registre des gages";

3° la phrase "Les fonds revenant au créancier ayant fait mention en marge d'une action intentée sur la base de l'article 5.243 du Code civil, sont versés sur un compte rubriqué en attendant une décision exécutoire ou un accord entre les parties." est insérée entre la première et la deuxième phrase.

Art. 63. Dans la cinquième partie, titre III, chapitre VIII, du même Code, il est inséré un article 1639/1 rédigé comme suit:

"Art. 1639/1. Si l'une des ventes mentionnées à l'article 1326 concerne un immeuble indivis, un ordre par copropriétaire doit être établi en procédant comme suit:

1° un ordre complet pour la part revenant à un saisi, un mineur, un présumé absent, une personne protégée qui, en vertu de l'article 492/1 de l'ancien Code civil, a été déclarée incapable d'aliéner des immeubles ou aux parties dans le cadre d'une liquidation-partage judiciaire;

2° un ordre allégé, tel que prévu à l'article 1639, alinéa 2, pour la part revenant à un débiteur admis au règlement collectif de dettes, un failli, un débiteur en réorganisation judiciaire par transfert sous autorité de justice, une personne morale en liquidation qui a obtenu le bénéfice de la purge, une succession vacante ou une succession acceptée sous bénéfice d'inventaire;

3° un ordre semi-allégé pour la part revenant à un copropriétaire non mentionné aux 1° et 2°. Cet ordre se limite au paiement des créanciers hypothécaires inscrits, des créanciers privilégiés spéciaux et, le cas échéant, des créanciers enregistrés au Registre des gages ainsi qu'au paiement des créanciers fiscaux et sociaux qui ont envoyé une notification à temps. Les fonds revenant au créancier ayant fait mention en marge d'une action intentée sur la base de l'article 5.243 du Code civil, sont versés sur un compte rubriqué en attendant une décision exécutoire ou un accord entre les parties.

La créance qui peut être récupérée à l'encontre de plusieurs copropriétaires indivis, est imputée en proportion de la part de droits réels qui revient à chacun d'entre eux, sans porter préjudice au caractère indivisible de l'hypothèque.

Si l'immeuble fait partie d'une copropriété portant sur un ensemble juridique de biens, les dettes communes à cette copropriété sont reprises en premier lieu dans l'ordre. Ensuite, après la détermination de la part nette de chacun des indivisaires, les dettes propres sont prises en compte dans l'ordre tel que prévu à l'alinéa 1^{er}. Si la copropriété portant sur l'ensemble juridique de biens a déjà été dissoute, cette dernière étape ne peut être entamée qu'après le règlement complet de cette copropriété."

Art. 64. Dans l'article 1653, alinéa 3, du même Code, remplacé par la loi du 29 mai 2000, les mots "à charge du saisi, sur le bien adjudgé, sont rayées d'office" sont remplacés par les mots "à charge du propriétaire ou de tous les copropriétaires, sur le bien vendu, sont rayées d'office, pour autant que le notaire déclare que les conditions de l'article 1326 ont été respectées. Ce certificat permet également la radiation des inscriptions ou transcriptions existant encore à charge des titulaires précédents. Si une action est inscrite en marge en vertu de l'article 5.243 du Code civil, une nouvelle mention en marge est inscrite qui fait état de la vente purgeante et de ce certificat."

Art. 65. Dans l'article 1675/6, § 4, du même Code, inséré par la loi du 5 juillet 1998 et modifié par les lois des 6 avril 2010 et 5 mai 2019, les mots "des juridictions" sont remplacés par les mots "des tribunaux et des cours".

Art. 62. In artikel 1639, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 11 augustus 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden "in het kader van een insolventieprocedure of in het kader van de vereffening van een onbeheerde of onder voorrecht van boedelbeschrijving aanvaarde nalatenschap" worden vervangen door de woorden "van het onroerend goed toebehorend aan een schuldenaar toegelaten tot de collectieve schuldenregeling, een gefailleerde, een schuldenaar in gerechtelijke reorganisatie door overdracht onder gerechtelijk gezag, een rechtspersoon in vereffening die het voordeel van de zuivering heeft bekomen, een onbeheerde of een onder voorrecht van boedelbeschrijving aanvaarde nalatenschap";

2° de woorden "en bevoorrechte schuldeisers" worden vervangen door de woorden "schuldeisers, de bijzonder bevoorrechte schuldeisers en desgevallend de in het Pandregister geregistreerde schuldeisers";

3° de zin "De gelden die toekomen aan de schuldeiser die een vordering ingesteld krachtens artikel 5.243 van het Burgerlijk Wetboek heeft gekantmeld, worden gestort op een rubriekrekening in afwachting van een uitvoerbare beslissing of een akkoord tussen partijen." wordt ingevoegd tussen de eerste en de tweede zin.

Art. 63. In deel V, titel III, hoofdstuk VIII, van hetzelfde Wetboek wordt een artikel 1639/1 ingevoegd, luidende:

"Art. 1639/1. Indien een van de verkopeningen vermeld in artikel 1326 een onverdeeld onroerend goed betreft, moet er per mede-eigenaar een rangregeling worden opgemaakt als volgt:

1° een volledige rangregeling voor het aandeel toebehorend aan een beslagene, een minderjarige, een vermoedelijk afwezige, een beschermd persoon die krachtens artikel 492/1 van het oud Burgerlijk Wetboek onbekwaam werd verklaard om onroerende goederen te vervreemden of aan de partijen in een gerechtelijke vereffening-verdeling;

2° een verkorte rangregeling zoals voorzien in artikel 1639, tweede lid, voor het aandeel toebehorend aan een schuldenaar toegelaten tot de collectieve schuldenregeling, een gefailleerde, een schuldenaar in gerechtelijke reorganisatie door overdracht onder gerechtelijk gezag, een rechtspersoon in vereffening die het voordeel van de zuivering heeft bekomen, een onbeheerde nalatenschap of een nalatenschap aanvaard onder voorrecht van boedelbeschrijving;

3° een semi-verkorte rangregeling voor het aandeel toebehorend aan een mede-eigenaar die niet vermeld wordt onder de bepalingen onder 1° en 2°. Deze rangregeling beperkt zich tot de betaling van de ingeschreven hypothecaire schuldeisers, de bijzonder bevoorrechte schuldeisers en desgevallend de in het Pandregister geregistreerde schuldeisers, evenals tot de betaling van de sociale en fiscale schuldeisers die tijdig een kennisgeving hebben verstuurd. De gelden die toekomen aan de schuldeiser die een vordering ingesteld krachtens artikel 5.243 van het Burgerlijk Wetboek heeft gekantmeld, worden gestort op een rubriekrekening in afwachting van een uitvoerbare beslissing of een akkoord tussen partijen.

De schuldvordering die kan worden verhaald op meerdere onverdeelde eigenaars, wordt aangerekend naar verhouding met het zakenrechtelijk aandeel dat toekomt aan elk van hen, zonder afbreuk te doen aan het ondeelbare karakter van de hypotheek.

Indien het onroerend goed deel uitmaakt van een mede-eigendom die betrekking heeft op een juridisch geheel van goederen, worden eerst de gemeenschappelijke schulden van deze mede-eigendom in rekening genomen in de rangregeling. Nadat vervolgens het netto-aandeel van elk van de deelgenoten werd bepaald, worden de eigen schulden in rekening genomen in de rangregeling zoals voorzien in het eerste lid. Indien de mede-eigendom die betrekking heeft op het juridisch geheel van goederen reeds was ontbonden, kan deze laatste fase slechts aangevat worden na gehele afwikkeling van deze mede-eigendom."

Art. 64. In artikel 1653, derde lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 29 mei 2000, worden de woorden "die ten laste van de beslagene op het toegewezen goed bestaan, ambtshalve doorgehaald" vervangen door de woorden "ten laste van de eigenaar of van alle mede-eigenaars op het verkochte goed ambtshalve doorgehaald voor zover de notaris verklaart dat de bepalingen van artikel 1326 werden nageleefd. Dit getuigschrift laat eveneens de doorhaling toe van een nog bestaande inschrijving of overschrijving lastens de rechtsvoorgangers. Indien een vordering ingesteld krachtens artikel 5.243 van het Burgerlijk Wetboek werd gekantmeld, wordt er een nieuwe kantmelding verricht die melding maakt van de zuiverende verkoop en dit getuigschrift."

Art. 65. In artikel 1675/6, § 4, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 5 juli 1998 en gewijzigd bij de wetten van 6 april 2010 en 5 mei 2019, worden de woorden "de rechtbanken" vervangen door de woorden "van de rechtbanken en van de hoven".

Art. 66. À l'article 1675/7 du même Code, inséré par la loi du 5 juillet 1998 et modifié en dernier lieu par la loi du 5 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le paragraphe 2, alinéa 3, les mots “, privilégiés inscrits et le créancier saisissant” sont remplacés par les mots “inscrits, les créanciers privilégiés inscrits, le cas échéant les créanciers enregistrés au Registre des gages, le créancier saisissant et les créanciers qui ont fait mention en marge d'une action intentée sur la base de l'article 5.243 du Code civil”;

2° dans le texte néerlandais du paragraphe 2, alinéa 5, le mot “zekerheid” est remplacé par le mot “zeker”;

3° dans le texte néerlandais du paragraphe 2bis, le mot “mee” est inséré entre les mots “de schraping” et les mots “van de vordering”.

Art. 67. Dans l'article 1675/8bis du même Code, inséré par la loi du 5 mai 2019, dans le texte néerlandais, les mots “na de uitspraak” sont insérés entre les mots “binnen de drie dagen” et les mots “kennis van”.

Art. 68. Dans le texte néerlandais de l'article 1675/9, § 4, du même Code, inséré par la loi du 13 décembre 2005, remplacé par la loi du 26 mars 2012 et modifié par la loi du 5 mai 2019, le mot “tenminste” est remplacé par le mot “tenminste”.

Art. 69. À l'article 1675/10 du même Code, inséré par la loi du 5 juillet 1998 et modifié en dernier lieu par la loi du 14 janvier 2013, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le texte néerlandais du paragraphe 2/1, le mot “geachtualiseerde” est remplacé par le mot “geactualiseerde”;

2° dans le paragraphe 4, alinéa 1^{er}, les mots “ou son cohabitant légal” sont insérés entre les mots “son conjoint” et les mots “, et aux créanciers”.

Art. 70. À l'article 1675/12, § 2, alinéa 1^{er}, du même Code, inséré par la loi du 5 juillet 1998 et modifié par la loi du 13 décembre 2005, la deuxième phrase est complétée par les mots “et de sa famille”.

Art. 71. À l'article 1675/14bis, § 2, du même Code, inséré par la loi du 13 décembre 2005 et remplacé par la loi du 15 avril 2018, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots “ou privilégiés inscrits” sont remplacés par les mots “inscrits, les créanciers privilégiés inscrits, le cas échéant les créanciers enregistrés au Registre des gages”;

2° dans l'alinéa 1^{er}, les mots “et ceux qui ont fait mention en marge d'une action intentée sur la base de l'article 5.243 du Code civil” sont insérés entre les mots “un exploit de saisie” et les mots “ainsi que les autres copropriétaires”;

3° dans l'alinéa 2, les mots “ou privilégiés inscrits” sont remplacés par les mots “inscrits, les créanciers privilégiés inscrits, le cas échéant les créanciers enregistrés au Registre des gages”;

4° dans l'alinéa 2, les mots “et ceux qui ont fait mention en marge d'une action intentée sur la base de l'article 5.243 du Code civil” sont insérés entre les mots “un exploit de saisie” et les mots “doivent être appelés”.

Art. 72. Dans l'article 1675/15bis, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, du même Code, inséré par la loi du 5 mai 2019, les mots “tribunal, en ce compris le greffe” sont remplacés par les mots “tribunal ou la cour, en ce compris leurs greffes”.

Art. 73. Dans l'article 1675/21 du même Code, inséré par la loi du 25 décembre 2016, le mot “préposé” est chaque fois remplacé par le mot “délégué”.

CHAPITRE 4. — Modifications du Code de la nationalité belge

Art. 74. L'article 9 du Code de la nationalité belge, modifié par la loi du 18 juin 2018, dont le texte actuel formera le paragraphe 1^{er}, est complété par un paragraphe 2 rédigé comme suit:

“§ 2. En cas de révision de l'adoption, telle que prévue à l'article 351 de l'ancien Code civil, ou de révocation de l'adoption, telle que prévue aux articles 354-1 à 354-3 de l'ancien Code civil, l'adopté conserve la nationalité belge.”

Art. 66. In artikel 1675/7 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 5 juli 1998 en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 5 mei 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 2, derde lid, worden de woorden “, bevoorrechte schuldeisers en beslagleggende schuldeiser” vervangen door de woorden “schuldeisers, de ingeschreven bevoorrechte schuldeisers, desgevallend de in het Pandregister geregistreerde schuldeisers, de beslagleggende schuldeiser en de schuldeisers die een vordering ingesteld krachtens artikel 5.243 van het Burgerlijk Wetboek hebben laten kantmelden”;

2° in paragraaf 2, vijfde lid, wordt het woord “zekerheid” vervangen door het woord “zeker”;

3° in paragraaf 2bis wordt het woord “mee” ingevoegd tussen de woorden “de schraping” en de woorden “van de vordering”.

Art. 67. In artikel 1675/8bis van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 5 mei 2019, worden de woorden “na de uitspraak” ingevoegd tussen de woorden “binnen de drie dagen” en de woorden “kennis van”.

Art. 68. In artikel 1675/9, § 4, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 13 december 2005, vervangen bij de wet van 26 maart 2012 en gewijzigd bij de wet van 5 mei 2019, wordt het woord “tenminste” vervangen door het woord “tenminste”.

Art. 69. In artikel 1675/10 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 5 juli 1998 en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 14 januari 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 2/1 wordt het woord “geachtualiseerde” vervangen door het woord “geactualiseerde”;

2° in paragraaf 4, eerste lid, worden de woorden “of wettelijk samenwonende” ingevoegd tussen de woorden “diens echtgenoot” en de woorden “, en de schuldeisers”.

Art. 70. In artikel 1675/12, § 2, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 5 juli 1998 en gewijzigd bij de wet van 13 december 2005, worden de woorden “en zijn gezin” ingevoegd tussen de woorden “van de schuldenaar” en de woorden “te verzekeren”.

Art. 71. In artikel 1675/14bis, § 2, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 13 december 2005 en vervangen bij de wet van 15 april 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden “of bevoorrechte schuldeisers” vervangen door de woorden “schuldeisers, de ingeschreven bevoorrechte schuldeisers, desgevallend de in het Pandregister geregistreerde schuldeisers”;

2° in het eerste lid worden de woorden “en zij die een vordering ingesteld krachtens artikel 5.243 van het Burgerlijk Wetboek hebben laten kantmelden” ingevoegd tussen de woorden “doen overschrijven” en de woorden “, alsook de andere”;

3° in het tweede lid worden de woorden “of bevoorrechte schuldeisers” vervangen door de woorden “schuldeisers, de ingeschreven bevoorrechte schuldeisers, desgevallend de in het Pandregister geregistreerde schuldeisers”;

4° in het tweede lid worden de woorden “en zij die een vordering ingesteld krachtens artikel 5.243 van het Burgerlijk Wetboek hebben laten kantmelden” ingevoegd tussen de woorden “doen overschrijven” en de woorden “, ten minste”.

Art. 72. In artikel 1675/15bis, § 1, eerste lid, 1°, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 5 mei 2019, worden de woorden “rechtbank, met inbegrip van de griffie” vervangen door de woorden “rechtbank of het hof, met inbegrip van hun griffies”.

Art. 73. In artikel 1675/21 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 25 december 2016, wordt het woord “aangestelde” telkens vervangen door het woord “functionaris”.

HOOFDSTUK 4. — Wijzigingen van het Wetboek van de Belgische nationaliteit

Art. 74. Artikel 9 van het Wetboek van de Belgische nationaliteit, gewijzigd bij de wet van 18 juni 2018, waarvan de bestaande tekst paragraaf 1 zal vormen, wordt aangevuld met een paragraaf 2, luidende:

“§ 2. In geval van herziening van de adoptie, zoals bedoeld in artikel 351 van het oud Burgerlijk Wetboek, of van herroeping van de adoptie, zoals bedoeld in de artikelen 354-1 tot 354-3 van het oud Burgerlijk Wetboek, behoudt de geadopteerde de Belgische nationaliteit.”

Art. 75. Dans l'article 23, § 5, du même Code, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit:

“L'opposition doit, à peine d'irrecevabilité, être formée dans le délai prévu, en matière civile, à l'article 1048 du Code judiciaire, éventuellement prolongé en raison des vacances judiciaires, conformément à l'article 50, alinéa 2, du Code judiciaire.”

CHAPITRE 5. — *Modification de la loi du 11 avril 1995 visant à instituer “la charte” de l'assuré social*

Art. 76. Dans l'article 2, alinéa 1^{er}, 1^o, de la loi du 11 avril 1995 visant à instituer “la charte” de l'assuré social, modifié en dernier lieu par la loi du 10 mars 2005, il est inséré un *h*) rédigé comme suit:

“*h*) l'ensemble des droits visés dans la loi du 18 juillet 2017 relative à la création du statut de solidarité nationale, à l'octroi d'une pension de dédommagement et au remboursement des soins médicaux à la suite d'actes de terrorisme;”.

CHAPITRE 6. — *Modifications du Code de droit économique*

Art. 77. Dans l'article XX.44, § 3, alinéa 2, 1^o, du Code de droit économique, inséré par la loi du 11 août 2017 et remplacé par la loi du 7 juin 2023, les mots “priviliégiés inscrits, le créancier saisissant” sont remplacés par les mots “inscrits, les créanciers privilégiés inscrits, le cas échéant les créanciers enregistrés au Registre des gages, le créancier saisissant et les créanciers qui ont fait mention en marge d'une action intentée sur la base de l'article 5.243 du Code civil”.

Art. 78. Dans l'article XX.51, § 3, alinéa 2, 1^o, du même Code, inséré par la loi du 11 août 2017 et remplacé par la loi du 7 juin 2023, les mots “priviliégiés inscrits, le créancier saisissant et le débiteur” sont remplacés par les mots “inscrits, les créanciers privilégiés inscrits, le cas échéant les créanciers enregistrés au Registre des gages, le créancier saisissant et les créanciers qui ont fait mention en marge d'une action intentée sur la base de l'article 5.243 du Code civil et le débiteur”.

Art. 79. À l'article XX.88 du même Code, inséré par la loi du 11 août 2017 et modifié en dernier lieu par la loi du 7 juin 2023, les modifications suivantes sont apportées:

1^o dans le paragraphe 2, alinéa 1^{er}, les mots “, établi par l'expert désigné par le notaire ayant rédigé le projet d'acte,” sont insérés entre les mots “un rapport d'expertise” et les mots “ainsi qu'un certificat”;

2^o dans le paragraphe 2, alinéa 2, les mots “ou privilégiés inscrits, ceux” sont remplacés par les mots “inscrits, les créanciers privilégiés inscrits, le cas échéant les créanciers enregistrés au Registre des gages, les créanciers”;

3^o dans le paragraphe 2, alinéa 2, les mots “et ceux qui ont fait mention en marge d'une action intentée sur la base de l'article 5.243 du Code civil” sont insérés entre les mots “un exploit de saisie” et les mots “, doivent être appelés”;

4^o dans le paragraphe 3, alinéa 1^{er}, les mots “ou privilégiés inscrits” sont remplacés par les mots “inscrits, les créanciers privilégiés inscrits, le cas échéant les créanciers enregistrés au Registre des gages,”;

5^o dans le paragraphe 3, alinéa 1^{er}, les mots “et ceux qui ont fait mention en marge d'une action intentée sur la base de l'article 5.243 du Code civil” sont insérés entre les mots “un exploit de saisie” et les mots “ainsi que le débiteur”;

6^o dans le paragraphe 3, alinéa 2, les mots “ou privilégiés inscrits,” sont remplacés par les mots “inscrits, les créanciers privilégiés inscrits, le cas échéant les créanciers enregistrés au Registre des gages,”;

7^o dans le paragraphe 3, alinéa 2, les mots “et ceux qui ont fait mention en marge d'une action intentée sur la base de l'article 5.243 du Code civil” sont insérés entre les mots “un exploit de saisie” et les mots “ainsi que le débiteur”.

Art. 80. Dans l'article XX.120, § 1^{er}, alinéa 4, du même Code, inséré par la loi du 11 août 2017 et modifié par la loi du 15 avril 2018, les mots “priviliégiés inscrits ou enregistrés, le créancier saisissant” sont remplacés par les mots “inscrits, les créanciers privilégiés inscrits, le cas échéant les créanciers enregistrés au Registre des gages, le créancier saisissant et les créanciers qui ont fait mention en marge d'une action intentée sur la base de l'article 5.243 du Code civil”.

Art. 75. In artikel 23, § 5, van hetzelfde Wetboek wordt het tweede lid vervangen als volgt:

“Het verzet moet op straffe van onontvankelijkheid worden gedaan binnen de termijn waarin voor burgerlijke zaken is voorzien in artikel 1048 van het Gerechtelijk Wetboek, eventueel verlengd wegens de gerechtelijke vakantie, overeenkomstig artikel 50, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek.”

HOOFDSTUK 5. — *Wijziging van de wet van 11 april 1995 tot invoering van het “handvest” van de sociaal verzekerde*

Art. 76. In artikel 2, eerste lid, 1^o, van de wet van 11 april 1995 tot invoering van het “handvest” van de sociaal verzekerde, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 10 maart 2005, wordt een bepaling onder *h*) ingevoegd, luidende:

“*h*) alle rechten bedoeld in de wet van 18 juli 2017 betreffende de oprichting van het statuut van nationale solidariteit, de toekenning van een herstellpensioen en de terugbetaling van medische zorg ingevolge daden van terrorisme;”.

HOOFDSTUK 6. — *Wijzigingen van het Wetboek van economisch recht*

Art. 77. In artikel XX.44, § 3, tweede lid, 1^o, van het Wetboek van economisch recht, ingevoegd bij de wet van 11 augustus 2017 en vervangen bij de wet van 7 juni 2023, worden de woorden “en bevoorrechte schuldeisers, de beslagleggende schuldeiser” vervangen door de woorden “schuldeisers, de ingeschreven bevoorrechte schuldeisers, desgevallend de in het Pandregister geregistreerde schuldeisers, de beslagleggende schuldeiser en de schuldeisers die een vordering ingesteld krachtens artikel 5.243 van het Burgerlijk Wetboek hebben laten kantmelden”.

Art. 78. In artikel XX.51, § 3, tweede lid, 1^o, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 11 augustus 2017 en vervangen bij de wet van 7 juni 2023, worden de woorden “en bevoorrechte schuldeisers, de beslagleggende schuldeiser en de schuldenaar” vervangen door de woorden “schuldeisers, de ingeschreven bevoorrechte schuldeisers, desgevallend de in het Pandregister geregistreerde schuldeisers, de beslagleggende schuldeiser en de schuldeisers die een vordering ingesteld krachtens artikel 5.243 van het Burgerlijk Wetboek hebben laten kantmelden en de schuldenaar”.

Art. 79. In artikel XX.88 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 11 augustus 2017 en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 7 juni 2023, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1^o in paragraaf 2, eerste lid, worden de woorden “, opgemaakt door de deskundige aangewezen door de notaris die de ontwerpakte heeft opgesteld,” ingevoegd tussen de woorden “een schattingsverslag” en de woorden “evenals een getuigschrift”;

2^o in paragraaf 2, tweede lid, worden de woorden “of bevoorrechte schuldeisers, evenals zij” vervangen door de woorden “schuldeisers, de ingeschreven bevoorrechte schuldeisers, desgevallend de in het Pandregister geregistreerde schuldeisers, de schuldeisers”;

3^o in paragraaf 2, tweede lid, worden de woorden “en zij die een vordering ingesteld krachtens artikel 5.243 van het Burgerlijk Wetboek hebben laten kantmelden” ingevoegd tussen de woorden “doen overschrijven” en de woorden “, moeten ten minste”;

4^o in paragraaf 3, eerste lid, worden de woorden “of bevoorrechte schuldeisers” vervangen door de woorden “schuldeisers, de ingeschreven bevoorrechte schuldeisers, desgevallend de in het Pandregister geregistreerde schuldeisers”;

5^o in paragraaf 3, eerste lid, worden de woorden “en zij die een vordering ingesteld krachtens artikel 5.243 van het Burgerlijk Wetboek hebben laten kantmelden” ingevoegd tussen de woorden “doen overschrijven” en de woorden “, alsook de schuldenaar”;

6^o in paragraaf 3, tweede lid, worden de woorden “of bevoorrechte schuldeisers” vervangen door de woorden “schuldeisers, de ingeschreven bevoorrechte schuldeisers, desgevallend de in het Pandregister geregistreerde schuldeisers”;

7^o in paragraaf 3, tweede lid, worden de woorden “en zij die een vordering ingesteld krachtens artikel 5.243 van het Burgerlijk Wetboek hebben laten kantmelden” ingevoegd tussen de woorden “doen overschrijven” en de woorden “, evenals de schuldenaar”.

Art. 80. In artikel XX.120, § 1, vierde lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 11 augustus 2017 en gewijzigd bij de wet van 15 april 2018, worden de woorden “of geregistreerde hypothecaire en bevoorrechte schuldeisers, de beslagleggende schuldeiser” vervangen door de woorden “hypothecaire schuldeisers, de ingeschreven bevoorrechte schuldeisers, desgevallend de in het Pandregister geregistreerde schuldeisers, de beslagleggende schuldeiser en de schuldeisers die een vordering ingesteld krachtens artikel 5.243 van het Burgerlijk Wetboek hebben laten kantmelden”.

Art. 81. À l'article XX.193, § 2, du même Code, inséré par la loi du 11 août 2017 et modifié par la loi du 7 juin 2023, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots "ou privilégiés inscrits," sont remplacés par les mots "inscrits, les créanciers privilégiés inscrits, le cas échéant les créanciers enregistrés au Registre des gages,";

2° dans l'alinéa 1^{er}, les mots "et ceux qui ont fait mention en marge d'une action intentée sur la base de l'article 5.243 du Code civil" sont insérés entre les mots "un exploit de saisie" et les mots "ainsi que le failli";

3° dans l'alinéa 2, les mots "ou privilégiés inscrits," sont remplacés par les mots "inscrits, les créanciers privilégiés inscrits, le cas échéant les créanciers enregistrés au Registre des gages,";

4° dans l'alinéa 2, les mots "et ceux qui ont fait mention en marge d'une action intentée sur la base de l'article 5.243 du Code civil" sont insérés entre les mots "un exploit de saisie" et les mots "ainsi que le failli".

CHAPITRE 7. — *Modification de la loi du 19 mars 2017 instituant un fonds budgétaire relatif à l'aide juridique de deuxième ligne*

Art. 82. L'article 5, § 2, de la loi du 19 mars 2017 instituant un fonds budgétaire relatif à l'aide juridique de deuxième ligne, est complété par un alinéa rédigé comme suit:

"Le nouveau montant de la contribution visée au paragraphe 1^{er} entre en vigueur le premier jour ouvrable du deuxième mois qui suit le changement de l'indice des prix à la consommation visé à l'alinéa 1^{er}. Ce nouveau montant est publié par avis au *Moniteur belge* préalablement à son entrée en vigueur."

CHAPITRE 8. — *Modification du Code civil*

Art. 83. Dans le texte néerlandais de l'article 1.8, § 5, du Code civil, inséré par la loi du 28 avril 2022, le mot "heeft" est inséré entre les mots "hoeven te zijn, ertoe" et les mots "bijgedragen de schijn".

CHAPITRE 9. — *Modification de la loi du 16 octobre 2022 visant la création du Registre central pour les décisions de l'ordre judiciaire et relative à la publication des jugements, tenant des assouplissements temporaires concernant la signature électronique par des membres ou entités de l'ordre judiciaire, et modifiant la procédure d'assises relative à la récusation des jurés*

Art. 84. Dans l'article 19, alinéa 2, de la loi du 16 octobre 2022 visant la création du Registre central pour les décisions de l'ordre judiciaire et relative à la publication des jugements, tenant des assouplissements temporaires concernant la signature électronique par des membres ou entités de l'ordre judiciaire, et modifiant la procédure d'assises relative à la récusation des jurés, les mots "chapitre 2 et des articles 9, 10, 13 et 18, alinéa 2," sont remplacés par les mots "titre II, chapitre 1^{er}, les articles 9, 10, 13 et le présent alinéa".

CHAPITRE 10. — *Modifications de la loi du 22 novembre 2022 portant modification de la loi du 16 mars 1803 contenant organisation du notariat, introduisant un conseil de discipline pour les notaires et les huissiers de justice dans le Code judiciaire et des dispositions diverses*

Art. 85. Dans l'article 83 de la loi du 22 novembre 2022 portant modification de la loi du 16 mars 1803 contenant organisation du notariat, introduisant un conseil de discipline pour les notaires et les huissiers de justice dans le Code judiciaire et des dispositions diverses, à l'article 535, alinéa 6, du Code judiciaire, les mots "la chambre des notaires, à l'auditorat de la Chambre nationale des notaires" sont remplacés par les mots "l'auditorat de la Chambre nationale des huissiers de justice".

Art. 86. Dans le texte néerlandais de l'article 103 de la même loi, à l'article 555/5bis, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du Code judiciaire, les mots "van de aan het tuchtrecht van de onderworpen notarissen en gerechtsdeurwaarders" sont remplacés par les mots "van de personen die aan het tuchtrecht van de notarissen en gerechtsdeurwaarders onderworpen zijn".

Art. 81. In artikel XX.193, § 2, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 11 augustus 2017 en gewijzigd bij de wet van 7 juni 2023, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden "of bevoorrechte schuldeisers" vervangen door de woorden "schuldeisers, de ingeschreven bevoorrechte schuldeisers, desgevallend de in het Pandregister geregistreerde schuldeisers";

2° in het eerste lid worden de woorden "en zij die een vordering ingesteld krachtens artikel 5.243 van het Burgerlijk Wetboek hebben laten kantmelden" ingevoegd tussen de woorden "doen overschrijven" en de woorden ", alsook de gefailleerde";

3° in het tweede lid worden de woorden "of bevoorrechte schuldeisers" vervangen door de woorden "schuldeisers, de ingeschreven bevoorrechte schuldeisers, desgevallend de in het Pandregister geregistreerde schuldeisers";

4° in het tweede lid worden de woorden "en zij die een vordering ingesteld krachtens artikel 5.243 van het Burgerlijk Wetboek hebben laten kantmelden" ingevoegd tussen de woorden "doen overschrijven" en de woorden ", evenals de gefailleerde".

HOOFDSTUK 7. — *Wijziging van de wet van 19 maart 2017 tot oprichting van een Begrotingsfonds voor de juridische tweedelijnsbijstand*

Art. 82. Artikel 5, § 2, van de wet van 19 maart 2017 tot oprichting van een Begrotingsfonds voor de juridische tweedelijnsbijstand wordt aangevuld met een lid, luidende:

"Het nieuwe bedrag van de in paragraaf 1 bedoelde bijdrage treedt in werking op de eerste werkdag van de tweede maand na de in het eerste lid bedoelde wijziging van het indexcijfer van de consumptieprijs. Dit nieuwe bedrag wordt via een bericht bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* voorafgaand aan de inwerkingtreding ervan."

HOOFDSTUK 8. — *Wijziging van het Burgerlijk Wetboek*

Art. 83. In artikel 1.8, § 5, van het Burgerlijk Wetboek, ingevoegd bij de wet van 28 april 2022, wordt het woord "heeft" ingevoegd tussen de woorden "hoeven te zijn, ertoe" en de woorden "bijgedragen de schijn".

HOOFDSTUK 9. — *Wijziging van de wet van 16 oktober 2022 tot oprichting van het Centraal register voor de beslissingen van de rechterlijke orde en betreffende de bekendmaking van de vonnissen, houdende tijdelijke versoepelingen betreffende de elektronische ondertekening door leden of entiteiten van de rechterlijke orde en tot wijziging van de assisenprocedure betreffende de wraking van de gezworenen*

Art. 84. In artikel 19, tweede lid, van de wet van 16 oktober 2022 tot oprichting van het Centraal register voor de beslissingen van de rechterlijke orde en betreffende de bekendmaking van de vonnissen, houdende tijdelijke versoepelingen betreffende de elektronische ondertekening door leden of entiteiten van de rechterlijke orde en tot wijziging van de assisenprocedure betreffende de wraking van de gezworenen worden de woorden "hoofdstuk 2 en de artikelen 9, 10, 13 en 18, tweede lid," vervangen door de woorden "titel II, hoofdstuk 1, de artikelen 9, 10, 13 en dit lid".

HOOFDSTUK 10. — *Wijzigingen van de wet van 22 november 2022 tot wijziging van de wet van 16 maart 1803 op het notarisambt, tot invoering van een tuchtraad voor de notarissen en de gerechtsdeurwaarders in het Gerechtelijk Wetboek en diverse bepalingen*

Art. 85. In artikel 83 van de wet van 22 november 2022 tot wijziging van de wet van 16 maart 1803 op het notarisambt, tot invoering van een tuchtraad voor de notarissen en de gerechtsdeurwaarders in het Gerechtelijk Wetboek en diverse bepalingen, in artikel 535, zesde lid, van het Gerechtelijk Wetboek, worden de woorden "de kamer van notarissen, het auditoraat bij de Nationale Kamer van notarissen" vervangen door de woorden "het auditoraat bij de Nationale Kamer van Gerechtsdeurwaarders".

Art. 86. In artikel 103 van dezelfde wet, in artikel 555/5bis, § 1, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek, worden de woorden "van de aan het tuchtrecht van de onderworpen notarissen en gerechtsdeurwaarders" vervangen door de woorden "van de personen die aan het tuchtrecht van de notarissen en gerechtsdeurwaarders onderworpen zijn".

CHAPITRE 11. — *Modification de la loi du 14 mars 2023 mettant en œuvre et complétant le règlement (UE) 2020/1783 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2020 relatif à la coopération entre les juridictions des États membres dans le domaine de l'obtention des preuves en matière civile ou commerciale, et le règlement (UE) 2020/1784 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2020 relatif à la signification et à la notification dans les États membres des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale*

Art. 87. Dans l'article 7, alinéa 1^{er}, de la loi du 14 mars 2023 mettant en œuvre et complétant le règlement (UE) 2020/1783 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2020 relatif à la coopération entre les juridictions des États membres dans le domaine de l'obtention des preuves en matière civile ou commerciale, et le règlement (UE) 2020/1784 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2020 relatif à la signification et à la notification dans les États membres des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale, les mots "les juges belges peuvent" sont remplacés par les mots "la juridiction peut".

CHAPITRE 12. — *Dispositions transitoires*

Art. 88. Les articles 43 à 51, 55, 58 à 64, 66, 1^o, 71 et 77 à 81 s'appliquent uniquement aux procédures de vente dans le cadre desquelles la requête en autorisation qui donne lieu à la vente purgeante est déposée à partir de l'entrée en vigueur des articles précités ou l'appel des créanciers à suivre les opérations de vente, qui donne lieu à la vente purgeante, est effectué à partir de l'entrée en vigueur des articles précités.

Art. 89. Les magistrats qui siègent dans une chambre de règlement à l'amiable au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi sont dispensés de suivre la formation spécialisée organisée par l'Institut de formation judiciaire en conciliation et renvoi en médiation.

Art. 90. Sans préjudice des chambres de règlement à l'amiable déjà existantes, la création de nouvelles chambres de règlement à l'amiable au sein des cours et tribunaux est facultative jusqu'au 1^{er} septembre 2025.

CHAPITRE 13. — *Entrée en vigueur*

Art. 91. Les articles 2 à 12 entrent en vigueur le premier jour du troisième mois qui suit celui de la publication de la présente loi au *Moniteur belge*.

Art. 92. Les articles 24 à 26 entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2024.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 19 décembre 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
P. VAN TIGCHELT

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
P. VAN TIGCHELT

—
Note

(1) Chambre des représentants
(www.lachambre.be)
Documents : 55- 3552
Compte rendu intégral: 14 décembre 2023.

HOOFDSTUK 11. — *Wijziging van de wet van 14 maart 2023 tot uitvoering en aanvulling van Verordening (EU) 2020/1783 van het Europees Parlement en de Raad van 25 november 2020 betreffende de samenwerking tussen de gerechten van de lidstaten op het gebied van bewijsverkriging in burgerlijke en handelszaken, en van Verordening (EU) 2020/1784 van het Europees Parlement en de Raad van 25 november 2020 inzake de betekening en de kennisgeving in de lidstaten van gerechtelijke en buitengerechtelijke stukken in burgerlijke of in handelszaken*

Art. 87. In de Franse tekst van artikel 7, eerste lid, van de wet van 14 maart 2023 tot uitvoering en aanvulling van Verordening (EU) 2020/1783 van het Europees Parlement en de Raad van 25 november 2020 betreffende de samenwerking tussen de gerechten van de lidstaten op het gebied van bewijsverkriging in burgerlijke en handelszaken, en van Verordening (EU) 2020/1784 van het Europees Parlement en de Raad van 25 november 2020 inzake de betekening en de kennisgeving in de lidstaten van gerechtelijke en buitengerechtelijke stukken in burgerlijke of in handelszaken, worden de woorden "les juges belges peuvent" vervangen door de woorden "la juridiction peut".

HOOFDSTUK 12. — *Overgangsbepalingen*

Art. 88. De artikelen 43 tot 51, 55, 58 tot 64, 66, 1^o, 71 en 77 tot 81 zijn enkel van toepassing op de verkoopprocedures waarbij het verzoek tot machtiging, die aanleiding geeft tot de zuiverende verkoop, wordt neergelegd vanaf de inwerkingtreding van voornoemde artikelen of waarbij de oproeping van de schuldeisers om de verkoopverrichtingen te volgen, die aanleiding geeft tot de zuiverende verkoop, plaatsvindt vanaf de inwerkingtreding van voornoemde artikelen.

Art. 89. Magistraten die bij de inwerkingtreding van deze wet zitting hebben in een kamer voor minnelijke schikking zijn vrijgesteld van de door het Instituut voor gerechtelijke opleiding georganiseerde gespecialiseerde opleiding inzake verzoening en doorverwijzing naar bemiddeling.

Art. 90. Onverminderd de reeds bestaande kamers voor minnelijke schikking, is de oprichting van nieuwe kamers voor minnelijke schikking binnen de hoven en rechtbanken facultatief tot 1 september 2025.

HOOFDSTUK 13. — *Inwerkingtreding*

Art. 91. De artikelen 2 tot 12 treden in werking op de eerste dag van de derde maand na die waarin deze wet is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 92. De artikelen 24 tot 26 treden in werking op 1 januari 2024.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 19 december 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
P. VAN TIGCHELT

Met 's Lands zegel gezegeld:

De Minister van Justitie,
P. VAN TIGCHELT

—
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers
(www.dekamer.be)
Stukken. – 55-3552
Integraal Verslag : 14 december 2023.